



HAL
open science

Gilles Richard, Sylvie Ollitrault (éd.), Les Années Mitterrand, 1984-1988. L'alternance et la première cohabitation vue des régions, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 310 p., ISBN 978-2-7535-7313-0

Mathieu Fulla

► **To cite this version:**

Mathieu Fulla. Gilles Richard, Sylvie Ollitrault (éd.), Les Années Mitterrand, 1984-1988. L'alternance et la première cohabitation vue des régions, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 310 p., ISBN 978-2-7535-7313-0. Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine, Societe D'histoire Moderne et Contemporaine, 2020, 2020/3 (67-3), pp.206 - 208. hal-03366765

HAL Id: hal-03366765

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03366765>

Submitted on 10 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

GILLES RICHARD, SYLVIE OLLITRAULT (ÉD.), *LES ANNÉES MITTERRAND, 1984-1988. L'ALTERNANCE ET LA PREMIÈRE COHABITATION VUE DES RÉGIONS*, RENNES, PRESSES UNIVERSITAIRES DE RENNES, 2018, 310 P., ISBN 978-2-7535-7313-0

[Mathieu Fulla](#)

Belin | « [Revue d'histoire moderne & contemporaine](#) »

2020/3 n° 67-3 | pages 206 à 208

ISSN 0048-8003

ISBN 9782410017281

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2020-3-page-206.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La *Reductio ad Hitlerum* de Johann Chapoutot : quand l'idéologie l'emporte sur la rigueur historique

À propos de : **JOHANN CHAPOUTOT**,
Libres d'obéir. Le management, du nazisme à aujourd'hui,
Paris, Gallimard, 2020, 169 p., ISBN 978-2-07278-926-7

Thibault LE TEXIER

Le dernier livre de Johan Chapoutot défend deux thèses : le nazisme a été non seulement « un moment managérial », mais aussi « une des matrices du management moderne ». Ni l'une ni l'autre de ces thèses n'est cependant démontrée, la première partie du livre présentant un nazisme bien peu managérial, et la deuxième un management bien peu nazi. En fait de « moment managérial », l'auteur ne s'intéresse qu'à une poignée de juristes SS dont les réflexions avaient davantage à voir avec le commandement militaire qu'avec le management, et dont l'influence dans le domaine managérial semble insignifiante. La seconde thèse, quant à elle, repose sur un syllogisme biaisé : un juriste SS devint un influent professeur de management dans l'Allemagne d'après-guerre ; or des éléments de sa théorie managériale étaient présents dans ses écrits antérieurs à 1945 ; donc le management est lié au nazisme. Face à une question immense, J. Chapoutot propose une histoire constellée d'angles morts, partielle et parfois même tendancieuse¹.

CHEMINEMENT DU LIVRE

« Le management a une histoire qui commence bien avant le nazisme, mais cette histoire s'est poursuivie et la réflexion s'est enrichie durant les douze ans du III^e Reich, moment managérial, mais aussi matrice de la théorie et de la pratique du management pour l'après-guerre » (p. 16).

Pour démontrer ces deux thèses, l'auteur se concentre sur un groupe de juristes réunis autour de la revue *Reich, Volksordnung, Lebensraum (Empire)*,

1. Mes remerciements à Jean-Claude Barbier, Pierre Labardin, Alexander Müller et Olivier Sibony..

ordre racial, espace vital, ou RVL). Le premier chapitre montre qu'à partir de 1941, devant la pénurie de fonctionnaires pour administrer un territoire en expansion à l'Est, les membres de ce groupe imaginent d'appliquer à l'administration publique un modèle d'organisation théorisé au début du XIX^e siècle par les réformateurs de l'armée et de l'État prussiens. Le III^e Reich est lui-même très désorganisé, comme le rappelle judicieusement le deuxième chapitre. De multiples agences aux prérogatives floues concurrencent les administrations publiques (une forme de « polycratie »), tandis que de nombreux nazis ont des mots très durs contre les rigidités bureaucratiques et l'État. Parmi les tenants de ces critiques, J. Chapoutot s'intéresse particulièrement au juriste SS Reinhard Höhn, un des éditeurs de la revue *RVL*. Les intellectuels réunis autour de *RVL* conspuent eux aussi l'État, coupable d'obérer l'élan vital et la sélection naturelle chers aux nazis, comme on l'apprend dans le troisième chapitre. Et eux aussi prônent l'ordre spontané, la liberté, le règne de la nature et un retour à la communauté allemande médiévale où l'individu est « libre d'obéir » à un guide (*Führer*). De telles recommandations signalent, selon J. Chapoutot, un nouvel « âge managérial » (p. 61).

Le quatrième chapitre est très hétérogène. L'auteur stipule pour commencer que les juristes nazis proches de *RVL* voient dans la *Menschenführung* (traduction, selon lui, du terme anglais *management*) un moyen de mettre fin à la lutte des classes et de réaliser la « communauté du peuple » (*Volksgemeinschaft*). Il revient ensuite sur le darwinisme social des nazis et leur volonté de se débarrasser des « êtres non performants » (p. 66). Puis il souligne qu'il fallait aussi motiver les travailleurs allemands ; outre la promotion au mérite, le Front allemand du Travail, qui a remplacé toutes les organisations syndicales allemandes en 1933, entreprend à cette fin d'aménager les conditions de travail et de proposer des loisirs aux travailleurs.

Le cinquième chapitre retrace le parcours de Reinhard Höhn. Né en 1904, membre durant sa jeunesse d'une organisation antisémite et anticommuniste, il rejoint le NSDAP en 1933 avant de devenir un protégé d'Himmler et l'« un des cadres les plus prometteurs du SD » (p. 81), le service de renseignement de la SS. Bien qu'écarté de la direction du SD, il est fait colonel (*Standartenführer*) en 1939 et finit la guerre avec le grade le plus élevé chez les SS (*Oberführer*). Après-guerre, Höhn reste en Allemagne et vit sous une fausse identité pendant cinq ans. Il ouvre un cabinet paramédical dans une petite ville de Westphalie, où il pratique notamment l'imposition des mains, puis commence à donner des conférences sur l'histoire militaire au début des années 1950. En 1953, il est nommé directeur d'« un *think tank* industriel » (p. 87) qui fonde trois ans plus tard un centre de formation continue pour cadres, l'Académie de Bad Harzburg, dont Höhn prend la tête et où il recrute trois anciens nazis. « L'école accueille, jusqu'à la mort de son fondateur en l'an 2000, quelque 600 000 cadres issus des principales sociétés allemandes » (p. 88).

Le sixième chapitre commente la biographie intellectuelle que Reinhard Höhn consacre en 1952 à un général de l'armée prussienne, Gerhard

von Scharnhorst, qui officia au début du XIX^e siècle. Ce réformateur théorisa l'*Auftragstaktik* – une « tactique par la mission », pragmatique et adaptable, qui recommande une relative autonomie des officiers et des sous-officiers dans le cadre d'objectifs définis par le commandement suprême, et dont Höhn est un fervent partisan. Le septième chapitre montre comment Höhn, se mettant « consciencieusement au service des nouveaux idéaux du temps – la croissance économique du “miracle” éponyme, et le triomphe de la liberté occidentale » (p. 105), recycle ses réflexions sur l'*Auftragstaktik* sous la forme d'un « management par délégation de responsabilité » qui devient la marque de fabrique de l'Académie de Bad Harzburg. Le huitième chapitre raconte le déclin de l'Académie après que le passé nazi de Höhn, connu de longue date, est révélé au grand public en 1971. L'institution fait faillite en 1989.

L'épilogue compile diverses critiques adressées au management, au capitalisme et au néolibéralisme : aliénation, réification, exploitation, mise en concurrence des individus, culte de la performance et du profit, destruction de la nature. S'insurgeant contre les « *bullshit jobs* » et le travail « voué au *benchmarking*, à l'entretien d'évaluation et à l'inévitable réunion Powerpoint » (p. 141), l'auteur fait l'éloge de l'économie sociale et solidaire et appelle de ses vœux une « Arcadie an-archique, délivrée de la subordination et du management » (p. 140), dont les contours restent flous.

À ce jour, le livre s'est déjà vendu à près de 20 000 exemplaires et a bénéficié d'une large couverture médiatique².

UN OBJET FOURRE-TOUT

Ce livre pose plusieurs problèmes, notamment de méthode. Le premier est de reposer sur une définition extrêmement lâche de son objet, le management. Sous ce terme, J. Chapoutot mêle gouvernement d'un territoire, fonctionnement d'une administration publique, commandement militaire, darwinisme social et organisation du travail en équipe. Le management est ici généralement assimilé soit à la division du travail, soit à la quête de performance. Le concept n'est défini qu'à la toute fin du livre, comme « une réflexion sur les structures de travail, l'attribution des tâches, la définition des compétences et des responsabilités » (p. 128) – une définition très vague, qui laisse de côté la performance et désigne davantage la division du travail que le management.

L'auteur choisit de se concentrer sur un terme, *Menschenführung*, dont il affirme qu'il vient « traduire et germaniser le terme américain de *management* » (p. 64). En réalité ce terme est une dénomination générique, aujourd'hui largement désuète, qui signifie leadership, gouvernement ou direction des hommes³.

2. GfK.

3. On trouve une entrée *Menschenführung* dans le dictionnaire Duden, 4^e édition de 2001, p. 1 070. Mes remerciements à Jean-Claude Barbier pour son aide sur ces points de traduction.

Le terme reçoit de nombreuses acceptions depuis le début du XX^e siècle, qui ne font pas nécessairement référence à l'organisation du travail⁴. Par exemple, dans l'entre-deux-guerres, des dirigeants de petites ou moyennes entreprises l'utilisaient pour décrire avec nostalgie la camaraderie au sein de leurs troupes pendant la Grande Guerre : « ça c'était de la direction des hommes ! » (*was Menschenführung heisst!*)⁵. Dans la première moitié du XX^e siècle, l'équivalent du terme anglais *management* est plutôt *Betriebsführung* ou *Betriebsleitung*. L'œuvre phare de Frederick Taylor, *The Principles of Scientific Management*, est traduite sous le titre *Die Grundsätze der wissenschaftlichen Betriebsführung*⁶. Mais J. Chapoutot ne s'embarrasse pas de sémantique, et il traduit à l'occasion d'autres termes allemands (comme *Verwaltungsführung*) par « management », ce qui lui permet de ranger derrière ce terme un tout-venant de phénomènes.

Historiquement, le management n'est pas une simple manière de diviser le travail ou d'être performant. Il conjugue en fait quatre dimensions : 1) un effort de mesure, d'enregistrement et de rationalisation du travail, depuis le recrutement jusqu'aux temps de repos ; 2) le postulat que les individus et les organisations sont facilement modelés, au moyen de formations ou sous l'effet d'arrangements matériels par exemple ; 3) une volonté de contrôle, notamment par le biais d'objectifs, d'indicateurs et de standards ; 4) une valorisation quasi-obsessionnelle de l'efficacité⁷. Chacune de ces dimensions a préexisté au management et peut apparaître sans lui, mais le management à proprement parler combine les quatre.

En outre, le management doit être compris à la fois comme une manière de penser le travail, un ensemble de pratiques, un arsenal d'outils et un corps professionnel (les cadres intermédiaires). Or J. Chapoutot n'accorde aucune attention aux outils managériaux et il amalgame cadres du privé, fonctionnaires administratifs, responsables politiques et officiers (par exemple p. 21). Il s'intéresse surtout aux discours, notamment aux écrits de Höhn et de ses collègues de *RVL*, ainsi qu'à des pratiques piochées çà et là, dans différents pays et à différentes époques : ainsi se trouvent convoqués pêle-mêle la « joie au travail » et la fourniture de loisirs dans l'Italie fasciste et sous le III^e Reich, les *chief happiness officers* de la Silicon Valley, les entrepôts Amazon et le

4. Par exemple, pour les années 1900-1930 : Rudolf STEINER, *Theosophie. Einführung in übersinnliche Welterkenntnis und Menschenbestimmung*, Stuttgart, Der kommende Tag, 1922 [1904] ; Willy MÜLLER, *Rationelle Menschenführung als Grundlage einer erfolgreichen Personalpolitik*, Berlin, Buchholz & Weisswange, 1930 ; Ernst JAHN, Alfred ADLER, *Religion und Individualpsychologie. Eine prinzipielle Auseinandersetzung über Menschenführung*, Vienne et Leipzig, Passer, 1933.

5. Cité in Armin GRÜNbacher, *West German Industrialists and the Making of the Economic Miracle. A History of Mentality and Recovery*, Londres, Bloomsbury, 2017, p. 131.

6. Frederick W. TAYLOR, *Grundsätze der wissenschaftlichen Betriebsführung*, trad. de R. Roesler, Munich-Berlin, R. Oldenbourg, 1913 [1911].

7. Thibault LE TEXIER, *Le Maniement des hommes. Essai sur la rationalité managériale*, Paris, La Découverte, 2016. D'autres spécialistes du management ont montré que celui-ci ne pouvait être réduit à une simple quête d'efficacité, voir Alfred D. CHANDLER JR, *La Main visible des managers. Une analyse historique*, Paris, Économica, 1988 [1977].

récent management par la terreur d'une chaîne de supermarchés allemande. Le manque de rigueur et de systématique dans le choix des faits et des textes donne l'impression que l'auteur ne sélectionne, parmi des matériaux innombrables, que ceux qui seraient susceptibles de confirmer ses thèses.

UNE HISTOIRE DES IDÉES HORS-SOL ET SUPERFICIELLE

Ce que J. Chapoutot cherche dans ces matériaux, ce sont « des éléments familiers, des choses que l'on semble avoir entendues ou lues ailleurs » (p. 14), comme il le dit à propos d'un vade-mecum de 1941 où il a relevé les termes « élasticité », « performance », « objectif » et « mission ». À l'en croire, il suffit que ces mots familiers à nos oreilles aient été utilisés par un nazi pour attester la « modernité du nazisme ». Peu importe que ce vade-mecum ait été ou non suivi. Peu importe que ces termes n'aient rien de surprenant dans la bouche d'un officier allemand de l'époque. Peu importe l'histoire de ces notions.

Si la première partie du livre est consacrée aux réflexions « managériales » charriées par la revue *RVL*, J. Chapoutot ne s'intéresse ni leur application ni à leur pénétration au sein des élites et du peuple allemands. Quel était le tirage de cette revue ? Était-elle largement citée ? Ses idées étaient-elles diffusées dans la presse grand public ? Ses prescriptions étaient-elles appliquées dans l'administration, dans l'armée, dans les entreprises ? Nous ne le saurons pas. Des exemples sont convoqués, comme la « joie au travail » ou la fourniture de loisirs aux travailleurs, alors que *RVL* n'a visiblement rien publié sur ces sujets. La revue, omet de préciser l'auteur, n'a connu que six numéros. Selon un historien du droit public allemand, c'était une publication « élitiste et son but premier était de permettre au premier cercle des juristes SS de communiquer entre eux ; elle ne visait pas à endoctriner de larges pans de la population, ni à servir de forum de discussion pour les universitaires travaillant sur le droit public et administratif ou pour les praticiens »⁸. Quatre ouvrages de référence sur l'économie du III^e Reich ne la citent pas une fois⁹. Quant aux manuels de management écrits par Höhn dans les années 1960, à combien d'exemplaires se sont-ils vendus ? Lesquels ont été les plus diffusés, et qui les lisait ? Ont-ils été traduits en anglais ou en français ? Ont-ils fait l'objet de recensions dans la presse ou dans des revues influentes ? Combien d'entreprises en ont appliqué les leçons ? Nous ne le saurons pas. Le livre laisse, sur ces différents sujets, une forte impression de superficialité.

8. Michael STOLLEIS, *A History of Public Law in Germany, 1914-1945*, Oxford, Oxford University Press, 2004 [1999], p. 323-324.

9. Alan MILWARD, *The German Economy at War*, Londres, Athlone Press, 1965 ; R. J. OVERY, *War and Economy in the Third Reich*, Oxford, Clarendon Press, 1994 ; Adam TOOZE, *The Wages of Destruction. The Making and Breaking of the Nazi Economy*, Londres, Allen Lane, 2006 ; Michael THAD ALLEN, *The Business of Genocide. The SS, Slave Labor, and the Concentration Camps*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2002.

MANAGEMENT OU COMMANDEMENT MILITAIRE ?

Si l'auteur a fait le choix discutable de se concentrer sur le terme *Menschenführung*, c'est semble-t-il parce qu'il est utilisé par les auteurs de *RVL*, qu'il a choisis comme prisme pour comprendre le management. Or ce choix est tout aussi discutable. Les réflexions de ces juristes, de fait, semblent concerner essentiellement le droit, l'administration publique et l'armée. Reinhard Höhn, autour duquel est construite la deuxième partie du livre, est un professeur de droit constitutionnel passionné d'histoire militaire, mais avant 1950 il ne connaît apparemment rien au monde de l'entreprise¹⁰.

Les réflexions sur la *Menschenführung* de la poignée d'intellectuels réunis autour de *RVL* reprennent plusieurs thèmes chers aux nazis (élan vital, darwinisme social, eugénisme, pureté de la race, éloge de la communauté allemande originelle, ordre spontané, anti-étatisme), mais elles ne sont guère managériales. Si l'on s'en tient à ce que décrit l'ouvrage, elles ne contiennent rien sur le recrutement, la formation, la mesure et l'analyse des tâches, l'évaluation, le contrôle des résultats, les compétences, les indicateurs, le reporting, l'aménagement des espaces de travail ou encore les salaires. Sous le III^e Reich, Höhn semble avoir été essentiellement intéressé par le droit international, l'adaptation du droit allemand aux doctrines racistes du mouvement *völkisch*, le resserrement du droit policier et la légalisation de la terreur¹¹. Dans ses écrits de la période, ce qui s'approche le plus d'une réflexion sur le management est tout droit tiré de l'*Auftragstaktik*, cette méthode de commandement militaire prussienne fondée sur la délégation, la confiance, l'initiative et la « liberté d'obéir », comme le décrit la première partie du livre.

J. Chapoutot ne ménage pas ses efforts pour essayer de montrer que ces réflexions sur l'*Auftragstaktik* seraient en fait le noyau dur de « la conception nazie du management » (p. 19). Typiquement, voulant faire passer la biographie que Höhn consacre au général Scharnhorst pour un manuel de management, J. Chapoutot multiplie les surinterprétations et les amalgames, évoquant « ces armées modernes que sont les entreprises » (p. 93), assimilant les officiers et sous-officiers de l'armée prussienne à des « cadres » (p. 99-100), parlant à propos de Bad Harzburg de la « formation des cadres à la pratique de la guerre économique » (p. 100) et finissant par définir l'*Auftragstaktik* comme un « système de commandement – de management militaire » (p. 103). En réalité, ce qu'il veut à toute force nous faire prendre pour du management relève sans conteste du

10. Une volumineuse étude consacrée à l'administration des entreprises sous le nazisme ne mentionne Höhn qu'une fois : Peter MANTEL, *Betriebswirtschaftslehre und Nationalsozialismus. Eine institutionen- und personengeschichtliche Studie*, Wiesbaden, Gabler, 2009, p. 728.

11. Ingo J. HUECK, « "Spheres of Influence" and "Völkisch" Legal Thought: Reinhard Höhn's Notion of Europe », in Christian JOERGES, Navraj Singh GHALEIGH (éd.), *Darker Legacies of Law in Europe. The Shadow of National Socialism and Fascism over Europe and Its Legal Traditions*, Oxford, Hart Publishing 2003, p. 71-85, p. 71-72.

commandement militaire, comme il le reconnaît parfois, par exemple quand il dit de Höhn :

«Après 1945, et singulièrement après l'ouverture de son Académie des cadres de Bad Harzburg en 1956, il transposa ce modèle militaire et administratif [*Auftragstaktik*] à l'économie privée et se reconvertit en penseur du management des services et de l'industrie. Dans des dizaines d'ouvrages et par des milliers de séminaires, il transforma l'*Auftragstaktik* en "management par délégation"» (p. 132-133).

En somme, Höhn ne commence à s'intéresser au management proprement dit qu'à partir des années 1950. La première partie du livre constitue ainsi un effort abusif pour faire de lui un théoricien majeur du management nazi.

PREMIER ANGLE MORT : TAYLORISME, FORDISME ET MOUVEMENT DE RATIONALISATION

Pourquoi avoir choisi de cerner «la conception nazie du management» en étudiant une revue confidentielle animée par des juristes qui s'intéressent peu au travail et à son organisation, qui n'invoquent apparemment aucun théoricien du management, qui ne se préoccupent pas vraiment des entreprises, et dont les écrits sur l'administration furent peu appliqués, voire pas du tout (p. 96) ? Cette mise en exergue est d'autant plus curieuse qu'elle s'accompagne d'une occultation des réflexions et des expérimentations managériales foisonnantes dont l'économie allemande fut le berceau durant la République de Weimar. Comme si le travestissement d'une méthode de commandement militaire prussienne en théorie managériale nazie ne pouvait faire illusion qu'en laissant dans l'ombre le monde de l'entreprise, dont on sait pourtant qu'il constitue le terreau privilégié du management depuis la fin du XIX^e siècle.

Dans les années 1880 et 1890, des expérimentations sont menées par des psychologues et des physiologistes allemands afin d'identifier les facteurs influençant la «capacité de performance» du «moteur humain», pour reprendre deux expressions de l'époque¹². Dans les années 1920, l'aura considérable du modèle économique américain en Allemagne contribue à diffuser ces idées au sein du grand public. Si J. Chapoutot mentionne sans s'y arrêter les missions de productivité menées aux États-Unis par les ingénieurs allemands dans les années 1920 (p. 72), il ne dit mot du fordisme et du «mouvement de rationalisation», qui submergent alors littéralement l'Allemagne. Un angle mort immense et injustifié. L'économie américaine est en effet érigée en modèle durant la République de Weimar. Le pèlerinage aux États-Unis devient un passage obligé pour les ingénieurs et les hommes d'affaires allemands, tandis que sont organisés des échanges universitaires et des stages dans des entreprises américaines. À l'époque, écrit Mary Nolan, «le débat sur la réforme économique de l'Allemagne eut lieu dans les termes de

12. Anson RABINBACH, *Le Moteur humain. L'énergie, la fatigue et les origines de la modernité*, Paris, La Fabrique, 2004 [1990], notamment p. 301-335.

l'américanisme et du fordisme»¹³. Mêlant organisation rationnelle du travail et consommation de masse, le fordisme offre une image de réussite éclatante aux Allemands englués dans des crises économiques à répétition, séduisant autant le patronat que les ingénieurs et les ouvriers. La traduction de l'autobiographie d'Henry Ford, *My Life and Work*, fait sensation en Allemagne et devient un best-seller vendu à plus de 200 000 exemplaires¹⁴, dont un aurait été offert à Hitler en 1924¹⁵. La même année, Himmler, déjà proche du NSDAP, écrit à un ami : «Tu lis donc Henry Ford [...] l'un de nos prédécesseurs les plus utiles, les plus importants et les plus vifs dans notre combat»¹⁶. Ford, note encore Mary Nolan, est «une sorte de héros de la culture populaire allemande au milieu des années 1920», moins pour son antisémitisme notoire que pour l'impressionnant succès de son entreprise¹⁷.

Le taylorisme reçoit en revanche un accueil mitigé. Perçu comme technocratique, hostile aux syndicats et coûteux à mettre en œuvre, il n'est adopté que par quelques grandes entreprises. Ce n'est qu'après l'hyperinflation de 1923 et la crise de 1924-1925, quand le mouvement de rationalisation prend son essor, que Taylor se fait connaître au-delà du milieu des ingénieurs – et comme de nombreux observateurs le constatent alors, les méthodes d'organisation des usines Ford lui doivent beaucoup.

Selon un observateur de l'époque, le mouvement de rationalisation consiste pour une grande part à synthétiser et adapter le taylorisme au système allemand :

«Ce sont les universités allemandes et les écoles supérieures de commerce – où les chaires d'économie commerciale et industrielle ont longuement mûri le problème – qui entreprennent ce travail de synthèse, aidées par les économistes et les techniciens, ardemment soutenues par l'état-major industriel. C'est alors l'apparition d'un flot d'articles et d'ouvrages, de conférences et d'organisations qui s'abritent sous le drapeau de la rationalisation»¹⁸.

L'État allemand crée en 1921 le Reichskuratorium für Wirtschaftlichkeit in Industrie und Handwerk pour coordonner les efforts de rationalisation du commerce, de l'industrie, de l'agriculture mais aussi de l'économie domestique – J. Chapoutot, qui ne parle jamais de la sphère domestique, semble ignorer qu'elle est depuis le début du XX^e siècle un haut lieu d'élaboration et d'application des théories managériales¹⁹. Dans la deuxième moitié des années 1920, environ 600

13. Mary NOLAN, *Visions of Modernity: American Business and the Modernization of Germany*, New York, Oxford University Press, 1994, p. 5. Voir aussi Peter BERG, *Deutschland und Amerika, 1918-1929. Über das deutsche Amerikabild der zwanziger Jahre*, Lübeck-Hamburg, Mathiesen, 1963.

14. Thomas P. HUGHES, *American Genesis. A Century of Invention and Technological Enthusiasm, 1870-1970*, New York, Viking, 1989, p. 288.

15. Victoria DE GRAZIA, *Irresistible Empire. America's Advance through 20th Century Europe*, Cambridge, Harvard University Press, 2005, p. 76.

16. Cité dans Josef ACKERMAN, *Heinrich Himmler als Ideologe*, Göttingen, Munsterschidt, 1970, p. 37, et repris dans Michael Thad ALLEN, *The Business of Genocide, op. cit.*, p. 14.

17. M. NOLAN, *Visions of Modernity...*, *op. cit.*, p. 32.

18. André FOURGEAUD, *La Rationalisation. États-Unis, Allemagne: essai de synthèse doctrinale*, Paris, Payot, 1929, p. 18.

19. Voir par exemple, pour le management domestique dans la période qui nous occupe, Martina HESSLER, «The Frankfurt Kitchen: The Model of Modernity and the "Madness" of Traditional Users,

organisations privées, 85 bureaux publics et 67 instituts de recherche travaillent sur la rationalisation²⁰. Le mouvement est notamment porté par l'Institut allemand de formation aux métiers techniques (Deutsches Institut für technische Arbeitsschulung, ou DINTA). Incorporant des éléments clés du taylorisme et du fordisme, cet institut met l'accent sur la « rationalisation humaine » et conduit un projet de « direction industrielle des hommes » (*industrielle Menchenführung*)²¹. Le but du DINTA est explicitement de façonner de nouveaux travailleurs, mieux adaptés à un travail rationalisé. En 1926, cet organisme publie environ 50 journaux tirés en tout à 400 000 exemplaires; en 1934, il en publie le double et leur tirage total atteint un million²².

Les nazis sont assurément les héritiers immédiats de ces réflexions et de ces expérimentations. Une historienne du management a montré ainsi que le système économique du III^e Reich « était un descendant direct des opérations déjà anciennes du mouvement de rationalisation »²³. Et selon Mary Nolan, sans même parler des nombreuses autres expressions du mouvement de rationalisation, « il est évident que les tentatives menées par le DINTA pour rationaliser l'économie sans américaniser le travailleur eurent une influence significative sur les ingénieurs et les industriels durant la République de Weimar et [...] sur les relations industrielles et l'éducation des travailleurs sous le national-socialisme²⁴ ». Il apparaît ainsi incompréhensible qu'une réflexion sur les liens entre nazisme et management occulte de cette manière le taylorisme, le fordisme et le mouvement de rationalisation.

DEUXIÈME ANGLE MORT : « LA JOIE AU TRAVAIL »

J. Chapoutot relève qu'un des éditeurs de *RVL* prône « la joie au travail » (p. 25) et que la branche du syndicat unique du III^e Reich responsable des loisirs est chargée « de la réflexion portant sur la décoration, l'ergonomie, la sécurité au travail et les loisirs sur le lieu de production. Étonnante modernité nazie : l'heure n'est pas encore aux baby-foots, aux cours de yoga ni aux *chief happiness officers*, mais le principe et l'esprit sont bien les mêmes » (p. 74). Selon l'auteur, si des nazis ont ainsi élaboré « une forme de travail “par la joie” (*durch Freude*) qui a ensuite prospéré après 1945 et qui nous est familière aujourd'hui, à l'heure

1926 to 1933», in Ruth OLDENZIEL et Karin ZACHMANN (éd.), *Cold War Küchen. Americanization, Technology, and European Users*, Cambridge, MIT Press, 2009, p. 163-184; M. NOLAN, *Visions of Modernity*, *op. cit.*, p. 206-226.

20. Peter HINRICHS, *Um die Seele des Arbeiters. Arbeitspsychologie, Industrie- und Betriebssoziologie in Deutschland 1871-1945*, Cologne, Paul Rugenstein, 1981, p. 125, cité in M. NOLAN, *Visions of Modernity...*, *op. cit.*, p. 133.

21. M. NOLAN, *Visions of Modernity...*, *op. cit.*, p. 180.

22. *Ibidem*, p. 196.

23. Judith A. MERKLE, *Management and Ideology. The Legacy of the International Scientific Management Movement*, Berkeley, University of California Press, 1980, p. 199.

24. *Ibidem*, p. 203.

où l'«engagement», la «motivation» et l'«implication» sont censés procéder du «plaisir» de travailler et de la «bienveillance» de la structure» (p. 20), c'est en référence au *Dopolavoro* des fascistes italiens (p. 72-74). Les méthodes de management prônant actuellement le bien-être au travail seraient ainsi les émanations plus ou moins directes – le lien n'est pas clair – du nazisme et du fascisme.

En réalité, l'idée que les conditions de travail et le hors-travail influent sur la productivité est au moins aussi vieille que la fabrique, et dès 1900 elle fait l'objet d'ouvrages entiers aux États-Unis²⁵. Une ingénieure proche de Taylor affirme par exemple en 1914 que «des sentiments tels que le bonheur et le contentement, et même l'écoute de sons rythmés, de musique, etc. sont une aide dans l'accroissement de la productivité»²⁶.

J. Chapoutot occulte également le fait qu'en Allemagne, avant les années 1920, certains patrons célèbres comme Alfred Krupp, Walther Rathenau et Robert Bosch défendent avec passion l'organisation de loisirs pour les ouvriers et l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail²⁷. L'auteur omet aussi de préciser que la notion de «joie au travail» est promue depuis longtemps par des penseurs protestants comme Friedrich Naumann, qui a contribué à fonder une organisation dédiée à ce principe en 1907²⁸. Mary Nolan a souligné «la centralité du thème de la joie au travail dans les débats sur la rationalisation du travail humain et technique» dans les années 1920, et elle a montré que le DINTA fait lui aussi de ce principe un de ses chevaux de bataille²⁹. Étonnante modernité de la République de Weimar.

TROISIÈME ANGLE MORT : UNE CONCEPTION DU TRAVAIL NON AUTORITAIRE

Le livre présente Höhn et ses collègues comme les inventeurs d'une forme de management «participatif» (p. 131) dont nous avons vu qu'elle n'était qu'une interprétation de l'*Auftragstaktik*. En revanche, l'auteur ne nous dit pas que les principes de consentement et de subsidiarité, qui forment le socle de l'*Auftrags-taktik*, sont aussi dans l'air du temps dans l'Allemagne des années 1910 et 1920, revendiqués par des figures majeures du protestantisme comme Theodor Lohmann et Friedrich Naumann, ainsi que par des dirigeants progressistes

25. Voir par exemple Edwin L. SHUEY, *Factory People and Their Employers. How Their Relations Are Made Pleasant and Profitable. A Handbook of Practical Methods of Improving Factory Conditions and the Relations of Employer and Employee*, New York, Lenthilhon & Co, 1900.

26. Lillian Moller GILBRETH, *The Psychology of Management. The Function of the Mind in Determining, Teaching and Installing Methods of Least Waste*, Ann Arbor, University Microfilms International, 1994 [1914], p. 174.

27. Voir par exemple K. W. et O. E. MICHAELIS, *Alfred Krupp. A Sketch of His Life and Work, After the German of Victor Niemeyer*, New York, T. Prosser, 1888, p. 20-24.

28. David MESKILL, *Optimizing the German Workforce: Labor Administration from Bismarck to the Economic Miracle*, New York, Berghahn Books, 2018, p. 47.

29. M. NOLAN, *Visions of Modernity, op. cit.*, p. 179. Voir aussi Joan CAMPBELL, *Joy in Work, German Work. The National Debate, 1800-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1989.

en vue comme Walther Rathenau³⁰. Ils sont à la base de l'*Arbeitsgemeinschaft* (communauté de travail), une fédération d'organismes paritaires réunissant chefs d'entreprise et travailleurs dont le décret d'officialisation (1918) constitue l'un des piliers du droit social allemand pendant la République de Weimar, et qui fut remise au goût du jour au début des années 1950 sous la bannière de la *Mitbestimmung* (codétermination)³¹.

Alors qu'il s'agit d'éléments importants pour comprendre les relations salariales dans l'Allemagne de l'entre-deux-guerres, l'auteur ne parle qu'une seule fois de la *Mitbestimmung* (p. 110) et jamais de l'*Arbeitsgemeinschaft* ni des patrons progressistes ou des leaders protestants. Il peut ainsi suggérer que Höhn et ses collègues de *RVL* ont élaboré « une conception du travail non autoritaire » (p. 20) essentiellement en référence à la doctrine nazie. Cette conception continuant d'infuser les écrits de Höhn après la guerre, J. Chapoutot s'autorise alors à affirmer que le nazisme a constitué une « matrice de la théorie et de la pratique du management pour l'après-guerre » (p. 16). Non seulement ce syllogisme est biaisé, car l'auteur ne montre pas en quoi la conception du travail promue par Höhn et ses collègues fut spécifiquement nazie, mais il repose en outre sur l'occultation de faits de première importance. De la part d'un historien, un *cherry picking* aussi constant interroge. Mais de la part d'un historien souhaitant démontrer l'« inscription [du nazisme] dans notre temps et notre lieu » (p. 19), cette occultation de la manière dont le nazisme s'inscrit dans le fil d'idées et de pratiques largement diffusées dans l'entre-deux-guerres est tout bonnement stupéfiante.

QUATRIÈME ANGLE MORT : LE MANAGEMENT SOUS LE NAZISME

« Les réflexions sur l'organisation du travail, sur l'optimisation des facteurs de production, sur la société productive la plus efficace ont été nombreuses et intenses sous le III^e Reich » (p. 77), relève à juste titre l'auteur en ouverture d'un chapitre qui, étrangement, ne cite aucun écrit de l'époque sur le sujet.

L'entrée en guerre de l'Allemagne a rendu plus que jamais nécessaire une production industrielle efficace et, à partir de 1941, Hitler ordonne aux ministres successifs de l'Armement et des Munitions, Fritz Todt et Albert Speer, d'appliquer aux usines de matériel de guerre diverses méthodes de rationalisation du travail et de production de masse inspirées notamment du taylorisme et du fordisme³². Responsable suprême de l'organisation du Parti nazi et chef du Front du Travail (organisme qui s'est substitué aux syndicats allemands après leur dissolution au début du mois de mai 1933), Robert Ley

30. Voir Harry KESSLER, *Walther Rathenau. His Life and Work*, trad. de W. D. Robson Scott et L. Hyde, New York, Harcourt, Brace and Co, 1930 [1928], p. 179-184 et p. 257-258.

31. Voir Edwin F. BEAL, « Origins of Codetermination », *Industrial and Labor Relations Review*, 8-4, 1955, p. 483-498, notamment p. 486-487.

32. R. J. OVERY, *War and Economy in the Third Reich...*, op. cit., p. 343-375.

soutient la création de centres de formation pour cadres. Quant à lui, Oswald Pohl dirige l'Office central de l'économie et de l'administration de la SS, tout en supervisant l'organisation des camps de concentration. Et l'on pourrait multiplier de tels exemples de conception et d'application de méthodes managériales sous le nazisme.

Si J. Chapoutot note que Speer est, dès 1942, «le grand organisateur de l'économie de guerre, le technicien moderniste, le gestionnaire avisé – bref, le manager suprême des industries du Reich» (p. 18), il ne s'intéresse pas à lui et ne le cite qu'à cette occasion. De même, il n'évoque qu'une seule fois Todt, Ley et Pohl (respectivement p. 43, 40 et 17) sans examiner les méthodes managériales qu'ils ont promues, ni leurs acteurs, ni leurs outils. C'est là un quatrième angle mort dans l'analyse, aussi injustifié que les autres. L'auteur aurait dû, *a minima*, comparer les modes d'organisation du travail promus dans *RVL* et ceux réellement appliqués par les ingénieurs, les fonctionnaires, les responsables politiques, les officiers et les cadres nazis.

Les administrateurs du III^e Reich ont indéniablement repris des éléments des théories managériales qui circulaient dans les années 1910-1920, en Allemagne et dans les autres pays industrialisés. Mais cette appropriation n'a pas été l'œuvre du petit groupe de juristes étudiés par J. Chapoutot, dont les réflexions ne concernent pas le management proprement dit et sont visiblement restées lettre morte. L'auteur entreprend ainsi de montrer, dans la deuxième partie de l'ouvrage, que «la conception nazie du management a eu des prolongements et une postérité après 1945» (p. 19), sans avoir pris la peine de cerner convenablement cette «conception nazie du management» et en occultant plusieurs de ses sources d'inspiration.

REINHARD HÖHN, PORTRAIT À TROUS D'UN HOMME CHARNIÈRE

Quelle est donc la nature exacte des liens entre nazisme et management après 1945? Le propos de l'auteur reste vague :

«Les anciens gestionnaires du Grand Reich sont particulièrement plébiscités dans le secteur privé, où l'on apprécie leur excellente formation (de juriste, généralement), leur expérience à la tête des organes du Reich, et où l'on se souvient des excellentes affaires réalisées, pendant douze ans, grâce au réarmement et à la coopération fructueuse entre industrie allemande et empire concentrationnaire SS» (p. 84).

Quelles entreprises, dans quels secteurs, courtisent quels administrateurs et pour quels postes? Les entreprises allemandes reprennent-elles après-guerre des outils forgés dans les proliférantes agences du III^e Reich? L'auteur n'en dit rien. Selon lui, la charnière liant nazisme et management avant- et après-guerre se résume à un homme, Reinhard Höhn, dont il fait un portrait malheureusement troué de zones d'ombre. Par exemple, comment Höhn est-il passé, autour de 1953, du soin par imposition des mains au monde industriel? Avait-il des liens avec le patronat? Est-ce le réseau des anciens SS qui a joué? Ou des contacts dans l'armée? J. Chapoutot ne le dit pas, bien qu'il s'agisse

d'un tournant décisif dans la vie de Höhn. Des éléments biographiques dispersés dans l'ouvrage suggèrent que l'ancien SS n'a pas été recruté pour ses réflexions administratives ou ses liens avec le nazisme mais pour ses qualités de pédagogue, sa grande culture, son intelligence, son humour et son « charisme » (p. 91). Nous n'en saurons pas davantage³³.

L'auteur ne précise pas non plus comment Höhn se forme au management, de quels ouvrages il s'inspire, s'il rencontre des universitaires américains, s'il se rend aux États-Unis, s'il côtoie des patrons et des cadres, ou quels contacts il a noué dans le monde de l'entreprise depuis son arrivée à la tête d'un « *think tank* industriel » en 1953. On aurait aimé savoir aussi comment Höhn recrute et dirige le corps professoral de son institut de formation continue. L'auteur note que « 200 000 cadres furent formés par Höhn et ses équipes entre 1956 et 1972 » (p. 133), durant la période faste de l'Académie. Mais quels curriculums étaient proposés à ces cadres ? Quels types de professeurs étaient recrutés ? Combien ont enseigné à l'Académie ? Le livre n'en dit rien. J. Chapoutot prend cependant soin de souligner que trois autres ex-nazis y donnèrent des cours (deux intervenaient à temps partiel et le troisième a rejoint l'Académie en 1970), sans pour autant détailler leurs enseignements et leur carrière au sein de l'Académie. Deux professeurs et deux intervenants ex-nazis, c'est peu pour un centre de formation ayant accueilli 200 000 cadres en quinze ans. De fait, selon Alexander Müller, auteur de la seule biographie de Höhn existante, l'Académie comptait 11 professeurs réguliers et 35 intervenants en 1960, et à son apogée en 1971 ses effectifs ont atteint une trentaine de professeurs et une centaine d'intervenants³⁴. Cela n'empêche pas J. Chapoutot d'avancer qu'une bonne partie du patronat allemand de l'après-guerre « envoie ses managers écouter les bonnes leçons d'anciens SS » (p. 90). Nous voilà au cœur du livre : après la guerre, d'anciens nazis ont enseigné dans une prestigieuse « école de commerce » dirigée par l'un d'eux, et l'auteur laisse entendre que leurs enseignements étaient tirés de la doctrine nazie. Il existerait ainsi des liens directs entre nazisme et management après-guerre. CQFD.

Sauf que l'argumentation tourne court, à nouveau. Il est tout d'abord abusif de comparer l'Académie à « l'INSEAD, ou à toute école de commerce délivrant des MBA pour cadres » (p. 90). Bad Harzburg n'est pas une école de commerce mais un centre de formation continue pour cadres, et notamment pour cadres de proximité, où ils ne restent que quelques semaines tout au plus. Le grand

33. Sur la figure de Höhn, citons Alexander MÜLLER, *Reinhard Höhn. Ein Leben zwischen Kontinuität und Neubeginn*, Berlin, Be. Bra Wissenschaft Verlag, 2019 ; Adelheid von SALDERN, « Das "Harzburger Modell". Ein Ordnungssystem für bundesrepublikanische Unternehmen, 1960-1975 », in Thomas ETZEMÜLLER (éd.), *Die Ordnung der Moderne. Social engineering im 20. Jahrhundert*, Bielefeld, transcript Verlag, 2009, p. 303-329 ; Michael WILDT, « Der Fall Reinhard Höhn. Vom Reichssicherheitshauptamt zur Harzburger Akademie », in Alexander GALLUS et Axel SCHILDT (éd.), *Rückblickend in die Zukunft. Politische Öffentlichkeit und intellektuelle Positionen in Deutschland um 1950 und um 1930*, Göttingen, Wallstein, 2011, p. 254-271.

34. Correspondance avec l'auteur.

nombre de stagiaires passés par Bad Harzburg suggère une faible sélectivité, et d'après H. Schröter «son court programme *ad hoc*, quoique très populaire, n'était en rien équivalent à un MBA»³⁵. J. Chapoutot relève que l'Académie ne formait pas seulement au management mais aussi au marketing et à la diététique, omettant de préciser que l'offre de formations était en fait beaucoup plus large et concernait également le droit du travail, la vente, l'ingénierie, l'économie, le secrétariat, les relations publiques ou encore la comptabilité³⁶. L'aura de Höhn fut certes considérable en Allemagne dans les années 1960 et s'étendit jusqu'en Autriche et en Suisse, mais guère au-delà. Si l'on se fie aux catalogues de la bibliothèque du Congrès et de la BnF, ses manuels n'ont été traduits ni en anglais ni en français. Et son influence semble avoir rapidement décliné dans les années 1970. Selon une enquête réalisée au milieu des années 1970 auprès de 355 entreprises industrielles ouest-allemandes, seules 16 % d'entre elles appliquaient en tout ou partie le modèle de Bad Harzburg³⁷.

Par ailleurs, Höhn et ses trois collègues ex-nazis professaient-ils l'«élan vital», la «communauté allemande originelle», le darwinisme social ou encore l'eugénisme et la «pureté de la race»? Apparemment pas. L'auteur note que l'un d'eux enseignait le marketing et un autre la diététique, sans pour autant suggérer de lien entre nazisme et marketing ou entre nazisme et diététique³⁸. Quant au professeur de management Höhn, écrit l'auteur, on ne trouve «plus trace de l'antisémitisme et du racisme, si fondamentaux dans la vision du monde nazie, dans ses écrits d'après-guerre» (p. 135). En revanche, il «garda du nazisme cette idée que, dans la lutte pour la vie comme dans la guerre économique, il faut être performant et encourager la performance» (p. 135). Comme si c'était là une idée spécifiquement nazie...

Le livre passe également sous silence le succès international, dans les années 1950 et 1960, du «management par objectifs» de Peter Drucker, une méthode d'organisation du travail se voulant non autoritaire et dont on aurait aimé connaître l'éventuelle influence sur Höhn³⁹ (la traduction allemande du best-seller qui a popularisé cette méthode a connu sept éditions entre 1956

35. Harm G. SCHRÖTER, *Americanization of the European Economy. A Compact Survey of American Economic Influence in Europe since the 1880s*, Dordrecht, Springer, 2005, p. 103.

36. Wolfgang GRUNWALD, Wilmar F. BERNTHAL, «Controversy in German Management: The Harzburg Model Experience», *Academy of Management Review*, 8-2, 1983, p. 233-241, ici p. 233; Armin GRÜNBACHER, *West German Industrialists...*, *op. cit.*, p. 68-69.

37. Armin TÖPFER, «Das Harzburger Modell in der Unternehmenspraxis. Eine Bestandsanalyse», *Der Betrieb*, vol. 38, 1978, p. 1802-1803.

38. Les liens entre nazisme et marketing ont été par exemple examinés dans S. Jonathan WIESEN, *Creating the Nazi Marketplace. Commerce and Consumption in the Third Reich*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011. Pour ne citer qu'un exemple, Elisabeth Noelle-Neumann commença sa carrière au sein d'un journal fondé par Goebbels, *Das Reich*, où elle commit des articles antisémites, avant de devenir après-guerre une éminente théoricienne des *communication studies* (Christopher SIMPSON, *Science of Coercion: Communication Research and Psychological Warfare, 1945-1960*, New York, Oxford University Press, 1994, p. 22).

39. Peter F. DRUCKER, *The Practice of Management*, New York, Harper and Row, 1954.

et 1970)⁴⁰. Selon Armin Grünbacher, les cours donnés à Bad Harzburg mêlaient références d'inspiration américaine, politique sociale et spécificités allemandes d'après-guerre, le tout mâtiné de conservatisme et de paternalisme – soit rien d'intrinsèquement nazi. Et Grünbacher de préciser :

« Le modèle soi-disant “allemand” de Höhn reposait par bien des aspects sur des idées et des philosophies américaines, mais parce qu'il était similaire à (ou même basé sur) l'*Auftragstaktik* (tactique par la mission) de l'armée allemande, une notion que beaucoup d'entrepreneurs connaissaient de leur expérience dans l'armée, il pouvait la vendre avec succès à des entrepreneurs allemands conservateurs »⁴¹.

J. Chapoutot cite l'ouvrage de Grünbacher dans sa bibliographie, mais il ne discute pas cette affirmation qui relativise pourtant et la thèse d'une origine nazie des théories managériales de Höhn, et l'idée que le patronat allemand de l'après-guerre « envoie ses managers écouter les bonnes leçons d'anciens SS », comme si le passé nazi de Höhn et de ses trois collègues constituait le principal attrait de Bad Harzburg.

En réalité, Höhn semble avoir été un intellectuel conservateur, nationaliste et antisémite, passionné d'histoire militaire et ambitieux, qui se convertit au nazisme par opportunisme une fois Hitler au pouvoir⁴², et qui accommoda ses réflexions sur l'*Auftragstaktik* à l'administration nazie jusqu'en 1945 avant de les accommoder au monde de l'entreprise à partir des années 1950, où elles eurent davantage d'écho. Il ne fait aucun doute qu'il fût un nazi nocif et criminel avant 1945 et un professeur de management influent en Allemagne dans l'après-guerre. Mais cela ne suffit pas à faire du nazisme une des matrices du « management moderne ».

ANALOGIES INJUSTIFIÉES ET RAPPROCHEMENTS INSIDIEUX

Le livre de J. Chapoutot repose sur l'occultation de faits de première importance, sur des analogies souvent imprécises et sur des rapprochements partiels, voire volontiers insidieux. C'est frappant par exemple quand l'auteur avance que « Reinhard Höhn est une sorte de Josef Mengele du droit » (p. 78), une comparaison peu justifiée qui semble avoir essentiellement pour fonction de diaboliser Höhn à peu de frais. De manière similaire, le seul ouvrage de management étranger cité dans le texte est *L'Ère des responsables*, signé Maurice Papon⁴³. Parmi les dizaines de milliers d'ouvrages sur le management publiés depuis le début du XX^e siècle,

40. Mauro F. GUILLÉN, *Models of Management. Work, Authority, and Organization in a Comparative Perspective*, Chicago, University of Chicago Press, 1994, p. 144.

41. Armin GRÜNBACHER, *West German Industrialists and the Making of the Economic Miracle*, op. cit., p. 57 et 68, citation p. 70.

42. Joshua A. KATZ, « The Concept of Overcoming the Political: an Intellectual Biography of SS-Standartenführer and Professor Dr. Reinhard Hoehn, 1904-1944 », thèse, Virginia Commonwealth University, 1997, p. 48-51 (<https://scholarscompass.vcu.edu/etd/998>).

43. Maurice PAPON, *L'Ère des responsables. Essai sur une méthodologie de synthèse à l'usage des chefs dans la libre entreprise et dans l'État*, Tunis, La Rapide, 1954.

pourquoi mettre celui-ci en avant ? En quoi mérite-t-il plus d'attention que les *Principles of Scientific Management* de Taylor ou le best-seller de Peter Drucker sur le management par objectifs ? Est-il devenu la bible des hauts fonctionnaires français ? Papon cite-t-il Höhn ou préconise-t-il des pratiques managériales similaires ? J. Chapoutot ne nous le dit pas. La mention de ce livre ne semble avoir d'autre fonction que d'associer captieusement collaboration et management. Comme avec Mengele, l'effet de halo tient lieu de démonstration.

Autre exemple : l'auteur parle de « choc de simplification » (p. 28) pour désigner une réforme bureaucratique du III^e Reich, sans préciser si le terme est d'époque ou s'il est emprunté à François Hollande afin d'insinuer, au risque de l'anachronisme, une continuité du nazisme à aujourd'hui. Cherchant à produire « des effets de contemporanéité » (p. 13), le livre joue ainsi sur l'écho actuel de termes, d'idées et de pratiques plus ou moins managériales que l'on trouvait sous le III^e Reich et que l'on trouve encore de nos jours – en omettant de préciser si on les trouvait aussi avant le nazisme et en quoi elles seraient spécifiquement managériales. Certes, un vade-mecum du ministère de l'Approvisionnement et de l'Agriculture du Reich contenait les mots « élasticité », « performance », « objectif » et « mission » ; mais cela autorise-t-il l'historien à suggérer avec insistance un lien de parenté entre nazisme et management ?

Citons un dernier exemple, particulièrement choquant, de raisonnement biaisé et insidieux. Pour montrer l'influence concrète de la méthode de Bad Harzburg sur l'organisation des entreprises allemandes, l'auteur n'étudie qu'un seul cas : la chaîne de supermarchés Aldi, récemment épinglée pour son management par la terreur, son non-respect de l'obligation légale d'autoriser des comités d'entreprise et ses méthodes de harcèlement et de mise sous pression. De telles pratiques étaient-elles recommandées à Bad Harzburg ? Certes non, et J. Chapoutot concède même que le modèle de Bad Harzburg « n'était pas pire que les autres, au contraire », il se voulait moins autoritaire (p. 137). Ça n'empêche pas l'auteur de poser un syllogisme fallacieux : « Aldi se réclame fièrement, depuis ses origines, de la méthode de management de Bad Harzburg » (p. 125) ; or Aldi pratique le management par la terreur ; donc la méthode de Bad Harzburg est liée au management par la terreur. Quand l'auteur cite quelques pages plus loin le procès France Télécom et les conditions de travail chez Amazon, il n'a pas besoin de prouver un quelconque lien entre ces entreprises et le modèle de Bad Harzburg, le lecteur averti a compris : *management = mal = nazisme*. Effet de halo à nouveau.

Alors que l'auteur annonce en introduction que son livre n'est pas un réquisitoire contre le management (p. 18), il a parfois du mal à cacher son mépris pour « un milieu économique et managérial où les grands esprits ne forment pas la majorité de l'espèce » (p. 90), et l'épilogue est de fait un réquisitoire contre le management. On y lit par exemple :

« Dans ce monde-là [le monde actuel], le “management” est roi et les problèmes les plus douloureux que l'on rencontre (des douleurs physiques et psychiques allant jusqu'au suicide) sont ceux-là mêmes qu'il semble créer [...]. Devons-nous “gérer” notre vie, nos amours et nos émotions et être performants dans la guerre économique ? Ces idées-là entraînent la réification

de soi, de l'autre et du monde – la transformation généralisée de toute existence, de tout être, en “objets” et en “facteurs” (de production), jusqu'à l'épuisement et la dévastation» (p. 136).

Ponctué de telles affirmations sans nuances, l'épilogue verse dans le pamphlet idéologique, assénant une critique du management qui n'en appelle plus à l'intelligence du lecteur mais à son indignation. L'historien se retire. Place au procureur.

On comprend mieux, à la lecture de ces accusations, les angles morts du livre: la démonstration n'a cessé d'être à sens unique. Il s'agissait de montrer ce qui survécut après-guerre d'une prétendue «conception nazie du management» (qui était en fait une interprétation d'une méthode de commandement militaire), et d'occulter pour cela les conceptions managériales dont le nazisme n'a fait qu'hériter ou qui ont disparu avec lui. L'instruction était à charge⁴⁴.

J. Chapoutot, semble-t-il, ne voulait pas raconter le management de la fin du XIX^e siècle à nos jours en passant par le nazisme, ce qui aurait été pertinent au regard des éléments historiques que nous avons rappelés; il voulait raconter le management du nazisme à aujourd'hui; et en fait il raconte l'*Auftragstaktik* du début du XIX^e siècle aux années 1970 (le livre devait d'ailleurs s'intituler *Libres d'obéir: le management, du nazisme à la RFA*⁴⁵). La thèse «de la modernité du nazisme, de son inscription dans notre temps et notre lieu» (p. 19), n'est pas démontrée – et elle reste par ailleurs très vague: moderne par rapport à quoi?

Brossant un portrait lacunaire et biaisé d'un juriste nazi passionné d'histoire militaire qui fut après-guerre directeur d'un centre de formation pour cadres, l'auteur ne nous apprend pas grand-chose du nazisme et du management. Le management peut détruire les êtres humains, le nazisme est détestable, et l'un et l'autre sont compatibles. C'est indéniable⁴⁶. Mais cela n'autorise pas à instrumentaliser malhonnêtement le nazisme et l'histoire au profit d'un réquisitoire partisan.

Thibault LE TEXIER

Chercheur associé au CESSP

EHESS, 54 boulevard Raspail, 75006 Paris

letexier_t@yahoo.fr

44. Les ouvrages sur le travail et le néolibéralisme cités dans la bibliographie sont d'ailleurs majoritairement à charge eux aussi, réduisant généralement le management à un simple outil au service des actionnaires, et certains de ces ouvrages parlent à peine de management, en réalité.

45. «Nouveautés», *Livres de France*, vol. 1-3, n° 448, 2020, p. 68.

46. Voir par exemple, sur la compatibilité du nazisme et du management, Michael THAD ALLEN, *The Business of Genocide, op. cit.*

Comptes rendus

PABLO F. LUNA, NICCOLO MIGNEMI (ÉD.),

*Prédateurs et résistants, appropriation
et réappropriation de la terre et des ressources
naturelles (XVI^e-XX^e siècle),*

Paris, Syllepse, 2017, 305 p., ISBN 978-2-84950-551-9

Au-delà du titre binaire de l'ouvrage dont ils ont dirigé la publication, P. Luna et N. Mignemi livrent une approche utilement multiple d'expériences d'accès à la terre et de luttes pour sa possession au travers quatre

continents du XVI^e au XX^e siècle. Ces textes ont été présentés lors d'un congrès d'histoire rurale à Gérone en 2015, fructueuse démarche pour favoriser le décloisonnement des histoires nationales.

Les dix textes concernent l'Algérie de 1863 à 1873 (O. Bessaoud), les Philippines du XVI^e siècle (A. Miura), le Proche-Orient contemporain (P. Blanc), le nord-ouest de l'Espagne au XVIII^e siècle (P. Luna), la Colombie du XX^e siècle (A. G. Maldonado), l'Afrique noire de ces dernières décennies (E. Le Roy), l'Italie du Sud entre 1920 et 1970 (S. Misiani), l'île canadienne d'Anticosti (B. Grenier, M. Morissette), la France de la Révolution (A. Jollet), le Mexique de 1850 à 1940 (S. Alvarez, A. Tortolero). Cette énumération n'est pas seulement une manière de saluer chaque auteur, mais vise à souligner le large spectre des cas étudiés, donc l'intérêt mais aussi la difficulté de tirer d'un tel rapprochement des lignes directrices qui ne soient pas trop schématiques, ce à quoi concourt G. Béaur dans une conclusion d'une quinzaine de pages.

Sans prétendre restituer chaque cas, nous pouvons observer que ces études relèvent en fait de trois démarches assez différentes. Plusieurs textes mettent l'accent sur les définitions juridiques et légales de l'accès à la terre et examinent les institutions qui l'encadrent. Ainsi, en reprenant les archives parlementaires, A. Jollet nous rappelle l'importance des débats qui animent la Convention française en 1792-1793 pour la définition de la propriété foncière et l'élargissement de l'accès des citoyens à cette propriété. De même, nous pouvons suivre l'institutionnalisation des réformes agraires en Italie du Sud au XX^e siècle. Évidemment, ces approches invitent à s'interroger sur les échos de ces mesures dans les campagnes et sur les effets pour la répartition des terres.

Une deuxième série de contributions propose cette jonction en observant comment se greffent, sur une société rurale spécifique, des schémas extérieurs, régis par la prévalence de l'appropriation privée. Par exemple, dans une réflexion associant mise au point conceptuelle et étude de cas, E. Le Roy propose de dépasser « le tropisme propriétaire », c'est-à-dire l'idée reçue selon laquelle l'appropriation privée de la terre constitue la clef de voûte de toutes les sociétés rurales. Dans ce dépassement, il montre pourquoi et dans quelles limites peut s'appliquer en Afrique, et notamment au Sénégal, une pratique des « communs ». La vie sociale ordinaire offre de fortes occasions fonctionnelles « de faire commun » (*commoning*) sans qu'il soit besoin de démarches administratives ou de normes formalisées. À l'encontre d'une perspective de généralisation de la propriété individuelle ou contre le « landgrabbing », E. Le Roy suggère de mettre en œuvre en Afrique une transition lente, à grande échelle, qui prenne justement en compte les intérêts et les pratiques communes des populations. En des termes et dans des contextes différents, le cas colombien, avec ses figures variées, relève du même type de diagnostic pour le XX^e siècle.

La colonisation constitue un autre scénario de surimposition des modèles, où la privatisation au bénéfice de « prédateurs » extérieurs ou parfois de collaborateurs locaux sape l'organisation agraire indigène. Les expériences philippines et algériennes illustrent ces processus. Elles ont en commun de se déployer en phases successives et plus ou moins brutales selon les politiques des colonisateurs. Elles donnent finalement lieu à des ajustements mouvants des cadres juridiques nouveaux et des modes d'accès traditionnels à la terre, avec l'oligarchisation de celui-ci, l'affaiblissement des communautés traditionnelles et l'appauvrissement de la majorité des habitants.

Les autres contributions se placent plutôt dans une perspective de décomposition des logiques internes des sociétés rurales examinées. Par exemple, dans le cas du Moyen-Orient, P. Blanc montre comment, au XIX^e siècle, la majeure partie des territoires sous domination ottomane sont le théâtre d'une concentration des terres au bénéfice des favoris du sultan ou de riches commerçants. Seuls le Mont Liban, à cause de la révolte druze, et la Jordanie sous contrôle du Royaume-Uni qui freine les accaparements, échappent à ce processus. Les suites, ce sont les fortes tensions agraires de la deuxième moitié du XX^e siècle, marquée par des prises de pouvoir des mouvements et leaders nationalistes qui s'appuient largement sur la paysannerie pauvre et privée de terres. Les réformes agraires sont l'aboutissement logique de cette évolution, notamment en Égypte, puis en Syrie. Mais les luttes politiques peuvent aussi aboutir à des « contre-réformes » libérales, par exemple sous Moubarak, ce qui contribue au succès des Frères musulmans. Seuls les pays aux structures agraires plus égalitaires ne connaissent pas ces ruptures, tandis que la Palestine présente un autre schéma, où la question foncière est cruciale. Les scénarii sont donc très variables mais le plus souvent conflictuels, ce qui joue un rôle important dans l'évolution d'ensemble des sociétés et des pouvoirs dans les pays concernés.

Dans des contextes très différents du XVIII^e au XX^e siècle et avec des enjeux forcément autres, jusqu'au cas très original de l'exploitation pétrolière dans l'île d'Anticosti, quasi « fossilisée » sous emprise seigneuriale, les études du nord-ouest de l'Espagne, du Mexique et du Canada restituent chacune à leur manière cette combinaison des partitions internes aux sociétés rurales, des hégémonies en partie externes et d'interventions étatiques. Elles expliquent ainsi des recompositions de l'accès à la terre, décidément peu réductibles à la simple opposition entre « prédateurs et résistants », les rôles étant souvent beaucoup plus fractionnés et imbriqués. Tous ces exemples sont donc fort riches d'enseignements, avec toutefois une faiblesse assez commune : le faible éclairage apporté à la manière dont s'organisent les rapports entre propriété et exploitation de la terre, alors qu'on sait bien que la seconde, décisive pour la condition paysanne, ne dérive pas automatiquement de la première.

G. Béaur est donc amené à proposer une conclusion qui réunit les deux faces d'un ouvrage au titre un peu réducteur. En premier lieu, il souligne la multiplicité des figures des évolutions agraires, et corrige deux clichés : d'une part, celui de l'inexorable expropriation paysanne au profit des accapareurs en tous genres, d'autre part l'idée reçue de l'obsolescence des formes diverses de propriété commune. Par ailleurs, il retient quand même l'idée d'une histoire mondiale dominée par l'obsession de l'acquisition foncière « opium [non seulement] des classes moyennes mais de l'ensemble de la société » (p. 279). De telles invocations quasi ontologiques ne sont pas très éclairantes, en revanche l'ouvrage a le grand mérite de rapprocher plusieurs exemples intéressants des dynamiques par lesquelles la maîtrise du foncier se

transforme et combine, en des processus complexes, des facteurs internes aux sociétés concernées et des rapports de force où entrent des conditions locales et extérieures. Nul doute que de telles études demeurent indispensables, à l'heure où la redéfinition des communs, donc du contrôle et des usages de la terre est en débat. Ces études, tout comme celle à paraître de Marie-Claude Maurel, sur un autre espace (*Terre et propriété à l'est de l'Europe depuis 1990. Faisceaux de droits, relations de pouvoir*) éclairent des enjeux contemporains de plus en plus vifs.

Jean-Pierre JESSENNE
IRHiS-UMR 8529, Université de Lille

ISABELLE SURUN,
*Dévoiler l'Afrique? Lieux et pratiques
de l'exploration, Afrique occidentale, 1780-1880,*
Paris, Éditions de la Sorbonne, 2018, 382 p.,
ISBN 979-10-351-0075-9

Restituer un siècle de découvertes pourrait suivre plusieurs mouvements narratifs. Au traditionnel découpage chronologique, et suivant en cela son objet d'étude, Isabelle Surun préfère une invitation à progresser dans les pas de la

mission exploratoire en Afrique. Partant de l'Europe (Grande-Bretagne et France principalement), elle emmène le lecteur en Afrique de l'Ouest autour du bassin du Niger, avant de revenir dans les cabinets d'étude européens. L'étude appréhende ainsi la découverte comme autant de scènes de théâtre sur lesquelles savoir, voyage, mise en connaissance et outils sont patiemment élaborés par différents acteurs clairement identifiés. En se fondant sur un matériel riche – l'ensemble de la documentation conservée pour 43 voyages effectués par des Français, des Britanniques ou des Allemands entre 1780 et 1880, ainsi que les correspondances et rapports des sociétés de géographie qui émergent à la même époque – l'auteur peut se saisir de son objet, l'exploration, sous de multiples angles d'approche. D'emblée, elle déconstruit ainsi l'image d'un aventurier partant seul et sans soutien à travers des contrées méconnues pour au contraire souligner de quelle manière une standardisation des observations et des périples s'opère par les cercles savants, et des interactions multiples sont préparées par le travail préalable d'autres migrants européens en Afrique et déterminent largement ce qu'il est possible ou non de faire pendant ce périple. Les neuf chapitres structurant l'ouvrage peuvent se diviser en trois grands mouvements : une histoire européenne des savoirs en géographie et des institutions qui les créent ; les périples en Afrique occidentale et les conditions qui y président ; la reconstruction et la légitimation des entreprises réalisées moyennant leur codification géographique en Europe. L'attention portée aux détails, la prise en considération des multiples chronologies et scissions, les précisions sur les acteurs, sur leurs possibilités d'action et leur trajectoire, nourrissent ces différentes sections et les rendent d'autant plus vivantes.

La première partie – en Europe – part d'un constat inédit au sujet des connaissances occidentales à la fin du XVIII^e siècle : la création d'un « blanc » sur les cartes du monde, principalement sur le continent africain. Alors que les classiques proposaient depuis l'Antiquité quelques éléments de connaissance, les nouveaux géographes – au premier rang desquels d'Anville qui dessine une vaste carte dépourvue de repères au sein du continent – refusent des notions qu'ils jugent incertaines car spatialement difficiles à traduire. Ce point de départ dans les années 1780 explique le désir de découvrir, de dévoiler ce qui n'est pas encore susceptible de représentation. Pour ce

faire, à l'instar d'autres domaines scientifiques en plein essor comme la botanique, l'observation des espèces, etc., des lieux et des institutions sont créés. Le second chapitre montre au moyen de quels outils diversifiés les sociétés savantes élaborent des politiques de dévoilement, que ce soit par le financement intégral de missions ou par la remise de prix. Les capacités financières définissent alors les possibilités d'infléchir les conditions du voyage et les demandes adressées à ceux qui les feront. De véritables contrats moraux lient les candidats au départ aux membres des sociétés savantes. Le mouvement d'institutionnalisation ou de création suit pour sa part une chronologie propre, donnant à la Grande-Bretagne un avantage sur les autres États en raison de sa précocité et des moyens dont elle dispose. Suivent la France et l'Allemagne – la première se contentant de prix qui sont souvent attribués aux acteurs de missions financées par la Grande-Bretagne.

Les chapitres 3 à 6 étudient l'exploration à proprement parler. Le premier élément tient à la découverte du lointain, à travers un horizon qui prend forme avec l'arrivée du voyageur. Ensuite, l'autrice – avec succès – introduit ces éléments sensibles de la vue. Paysages, points d'observation, végétations prennent place dans le récit du voyageur comme autant de moyens initiaux d'appréhension de l'espace dans lequel il évolue. Une place particulière est attribuée à la topographie, la mission devant en premier lieu identifier des points de repère autour desquels un dessin de l'espace est possible. Cette expérience sensible traduit aussi une rencontre avec l'inconnu, que ce soit la côte abordée ou la montagne à franchir. Plus généralement, le mouvement et sa traduction en récit constituent un élément central de la narration du voyage : une traversée de la ville fournit des outils techniques, temporels, pour situer l'espace, en donner les principaux traits d'organisation. Aussi, point de vue et saisie spatiale vont de pair.

Deux chapitres détaillent alors au plus près les conditions matérielles, cognitives, sociales voire économiques de l'exploration. Le voyageur n'est jamais seul mais autorisé à transiter par des autorités autochtones. Encore faut-il que ces dernières ne soient pas en conflit les unes avec les autres, incitant alors le nouveau venu à éviter les territoires de l'ennemi. I. Surun affine, avec succès, notre connaissance des intermédiaires locaux, de leur rôle relaté ou non par les voyageurs dans l'exploration, reprenant et développant les conclusions de F. Driver. Ces membres invités dans le périple conditionnent sa réalisation, que ce soit par le tracé, par les lieux visités, par les informations obtenues. L'autrice relate la relation complexe entre des lieux vernaculaires et les nouveaux entrants occidentaux. L'espace politique est bien organisé, obligeant le voyageur à négocier sa venue. Toute une série de lieux et de rituels s'impose : se rendre à la demeure du chef, jouer du don et contre-don pour s'assurer de sa bienveillance – cette dernière allant de l'autorisation de circuler à l'aide matérielle au périple –, veiller à respecter les différends diplomatiques. Ces échanges montrent que le voyageur est dépendant de ses hôtes et qu'il n'est nullement en position de supériorité. « Les stratégies de la rencontre » restituent la manière dont le voyage modifie la vision et l'identité des observés aux yeux du voyageur. L'autrice démontre avec succès que « les comportements identitaires » sont le résultat d'interactions contextualisées avec un espace. Depuis l'habit choisi, qui suit les modèles locaux ou qui, au contraire, marque la différence, jusqu'au récit inventé à l'adresse des populations locales pour justifier le déplacement, le périple se structure autour de ce que l'autrice nomme des moments identitaires. Ces derniers sont largement définis par les endroits accessibles, selon un jeu du corps étranger,

des relations de genre, ou encore l'inscription culturelle proposée par le voyageur. Ce dernier se met en scène pour restituer le théâtre dans lequel il se mue.

Les notes éparses ne constituent pas en tant que tel un savoir. Celui-ci résulte d'un processus de sélection et d'accréditation par les autorités scientifiques reconnues; il procède donc d'une mise en forme qui s'effectue en Europe. Les longs développements sur la controverse de Tombouctou posent clairement le problème en montrant de quelle manière Jomard engage sa crédibilité pour se porter garant de R. Caillé et en faire l'homme qui a découvert le trajet et la ville, à l'encontre d'autres protagonistes britanniques. Le savoir, en cela, tient du rapport de force autour de ce qui est reconnu et ce qui est disqualifié. Les tensions sont d'autant plus vives que l'enjeu symbolique est important. Dans cette perspective, I. Surun conclut que le cabinet du cartographe devient le point d'aboutissement des voyages et le lieu de traduction de ces derniers en langage universel. Par ce biais, ce qui est vu comme un « blanc » des cartes disparaît en un siècle.

La conclusion de l'ouvrage met en valeur son originalité. Sans nier les rapports de domination dans la construction de la connaissance, l'autrice démontre la différence radicale entre exploration du XIX^e siècle et savoirs coloniaux. L'exploration repose sur les interactions engagées par les voyageurs, les impératifs du terrain et la négociation permanente de leur identité et de leur vision. Cependant, rien ne se fait en dehors d'une institutionnalisation européenne qui du même coup construit le savoir colonial. Plus qu'une étude de l'Afrique du XIX^e siècle, l'ouvrage est donc un travail sur les paramètres de sa redécouverte par un Occident savant. Espérons que ce livre dense et plaisant à lire soit suivi d'autres pour mettre en perspective les spécificités du dévoilement de l'Occident africain, au regard d'autres territoires du continent mais aussi peut-être d'autres espaces appréhendés à la même époque par les Européens.

Matthieu REY
CNRS

COLETTE ZYTNICKI,

Un Village à l'heure coloniale.

Draria, 1830-1962,

Paris, Belin, 2019, 319 p., ISBN 978-2-410-00356-7

Colette Zytnicki est reconnue pour ses travaux sur l'histoire des juifs maghrébains, les imaginaires impériaux, l'historiographie du fait colonial. Cette dernière expérience lui permet ici de

dessiner les contours d'un objet original: le quotidien d'un village de colonisation sur la longue durée. Les monographies rurales et villageoises étaient certes prisées des premiers historiens de l'Algérie française, dans la première moitié du XX^e siècle. Mais leur approche géographique servait surtout à encenser des « chefs-d'œuvre » d'implantation européenne, sans trop se soucier de l'impact social et culturel des déposessions autochtones. Le parti pris de C. Zytnicki est évidemment tout autre. Il dépasse aussi l'historiographie anticoloniale des années 1950-1980 comme les axes privilégiés plus récemment « sur la construction des identités sociopolitiques [...] la question de la “race” [...] la problématique du genre [...] les temps de crise [ou] d'affrontements violents » (p. 9).

Car, insiste-t-elle avec raison, « on s'est finalement fort peu intéressé à ce que nous appellerons le quotidien colonial [...] [à savoir] la trame de la vie, cette banalité qui fait le fil de nos jours [...] [ou] comment, dans ce régime d'exception que fut la

colonisation, les divers groupes ont [...] pu vivre non pas ensemble, mais du moins côte à côte, en situation de voisinage» (*ibidem*). Pour mieux en rendre compte, elle jette son dévolu sur le village de ses parents : Draria, aux portes d'Alger, né en 1842 des expropriations et du séquestre des terres en pleine guerre de conquête. Ce centre de colonisation n'a été le théâtre d'aucune révolte d'ampleur, ni d'aucun « massacre » d'Européens, comme ce fut le cas à Margueritte (1901) ou Palestro (1871, 1956). Mais précisément, dans cette région du Sahel où le pouvoir colonial était mieux assis, la violence ordinaire et les « résistances à bas bruit » (p. 12) lui paraissent plus significatives. Nous ne pouvons que souscrire à son projet.

L'historienne déploie alors son savoir-faire sur le temps long. Sans doute n'apprenons-nous rien de totalement neuf sur la révolution et l'accaparement des droits fonciers autochtones, la transformation de la structure agraire et des paysages, l'émergence de la viticulture et de la « démocratie coloniale » (p. 159), l'évolution interne des groupes et de leurs rapports, la ségrégation ou la porosité des espaces, la force des conservatismes malgré des revendications autochtones plus pressantes à partir des années 1930, l'accélération des mutations spatiales et les traumatismes vécus pendant la guerre d'indépendance... Sur tous ces sujets, les travaux anciens ou plus récents ne manquent pas ; l'autrice, au demeurant, s'y réfère avec de réelles qualités de synthèse. Mais c'est surtout l'unité de lieu (dont elle interroge sans cesse la singularité) et le recours à une imagination contrôlée (à partir d'indices extraits de ses sources) qui donnent mieux à voir et à comprendre le quotidien et ses transformations.

Elle nous invite par exemple à « [entrer] dans la ferme de Fatma bent Mohamed Shériff » (p. 23) sur le point d'être expropriée en 1842, avant de suivre les réclamations de son fils, vingt ans plus tard, qui attend toujours le versement de l'indemnisation promise (p. 172-175). La réduction sévère des propriétés indigènes n'empêche pas les adaptations de fellahs au début du XX^e siècle, du moins de ceux qui parviennent à conserver ou à s'offrir un bout de terrain en bordure des propriétés coloniales. La proximité du marché algérois les incite même à développer une « agriculture extrêmement intensive », en faire-valoir direct ou indirect, sur ces petites parcelles travaillées à la main (p. 206-207). Évidemment les familles autochtones pauvres restent les plus nombreuses, sans cesse renouvelées par l'afflux de migrants kabyles. Mais si elles s'entassent dans le bidonville d'Oued Roumane, d'autres se mêlent plus étroitement aux Européens à proximité des fermes ou dans le quartier de Kaddous. Seul le bourg de Draria, mieux équipé, demeure l'espace réservé des colons (puis des militaires français après 1956). Sur ce territoire communal cloisonné et hiérarchisé, les quelques notables indigènes du conseil municipal comme la masse des saisonniers sous-payés instaurent parfois un rapport de force avec les propriétaires-viticulteurs (p. 208-214), sans révolutionner pour autant l'inégalité des conditions. Certains trouvent alors un emploi mieux rémunéré à Alger, quitte à refaire chaque jour les allers-retours à pied, à vélo ou en car. Les enfants européens et autochtones peuvent partager une plus grande intimité dans les cours de ferme ou d'école (si la mixité est permise) ; il arrive aussi à leurs parents de s'estimer comme voisins, clients, collègues ou anciens combattants. Mais les mariages mixtes restent l'exception et la rubrique des faits divers livre plutôt « une image de tension latente [...] alimentée [...] par les conditions de vie précaires » (p. 193). C. Zytnicki dresse encore un tableau vivant et nuancé des évolutions du peuplement européen, ses écarts de fortune et son inégal enracinement dans le village. Elle souligne l'intégration progressive du village à

Alger et, sans que l'ensemble des habitants en profite pareillement, son ouverture au monde « par le téléphone, le cinéma, la radio, la voiture » (p. 222).

L'ouvrage peine néanmoins à tenir toutes ses promesses. L'autrice exprime souvent des regrets face à la sécheresse de ses sources, conservées à Aix-en-Provence (ANOM) ou à Vincennes (SHD). Ce sont surtout les dossiers des premiers concessionnaires, les pétitions des colons, les procès-verbaux de séance au conseil municipal, la presse quotidienne ou les revues agricoles spécialisées, les rapports des unités militaires et de renseignement. « Malgré mes efforts », explique-t-elle, « je n'ai pu consulter les sources conservées en Algérie, pour de multiples raisons indépendantes de ma volonté » (p. 16). Ces difficultés d'accès sont réelles et viennent s'ajouter à la disparition des traces de la colonisation à Draria, aujourd'hui noyée dans l'agglomération algéroise. Mais l'essentiel n'est pas là à mes yeux.

La nature du sujet invitait à collecter davantage de témoignages et d'archives privées, des deux côtés de la Méditerranée. Malgré l'ampleur des déplacements de populations et de la croissance urbaine en Algérie depuis l'indépendance, il est fréquent de retrouver au même endroit des familles gardant en mémoire la fin de la période française. De même, si la dispersion des Européens « rapatriés » est généralement plus grande sur l'autre rive, leur activité sur la toile facilite grandement les contacts. On ressent une certaine appréhension chez l'autrice à explorer ce genre de pistes, qui nécessitent du temps il est vrai, avant de porter ses fruits. Sans doute n'était-ce pas si simple non plus vis-à-vis d'un lieu qui ne généra aucune nostalgie familiale et dont elle ne voulut « rien en savoir de plus » pendant longtemps (p. 7).

Mais le traitement parfois réservé aux sources écrites nous laisse également sur notre faim. Les longs développements sur la genèse des politiques d'implantation coloniale sont assez classiques et disent peu de choses au final de l'histoire du village au ras du sol (p. 37-56). C. Zytnicki a raison de souligner les biais de sa documentation, qui rendent peu visibles et audibles les populations autochtones. Mais dans un ouvrage se réclamant de la micro-histoire et pour un chapitre II consacré aux « colons et indigènes à Draria, des années 1840 au début des années 1850 » (p. 65-125), reléguer les seconds aux dix dernières pages nous paraît insuffisant. Son exploitation des *Journaux de Marches et Opérations (JMO)* de l'armée française pendant la guerre d'indépendance interpelle encore. L'autrice rend bien compte du quadrillage militaire de l'espace, des bruits et des violences du conflit affectant ce lieu proche d'Alger. Mais tout en regrettant « les rapports si froids, si détachés » des officiers de renseignement (p. 237), elle épouse trop à notre sens le travers de telles sources. « La guerre au quotidien » (p. 260) est largement sacrifiée aux tentatives de reconstitution des réseaux de résistance locale ou régionale.

Le mérite principal de l'ouvrage n'en demeure pas moins de faire comprendre, sur la longue durée, les mutations d'un territoire né d'un « acte fort et brutal » et « l'hétérogénéité des deux segments de populations ». Il montre aussi pourquoi ceux-ci ne se rejoignent jamais, en dépit de « frêles passerelles », de rapprochements progressifs mais limités (sur le plan des droits civiques, de l'accès à l'emploi public, notamment). Il en résulte des formes de « coexistence » (p. 273-274), c'est-à-dire un monde complexe auquel la guerre de décolonisation met fin définitivement. Cependant, des mémoires conflictuelles ou partagées continuent de le hanter, en rendant ce travail d'historienne des plus utiles.

ANTOINE PROST,
Les Français de la Belle Époque,
 Paris, Gallimard, 2019, 383 p.,
 ISBN 978-2-07-281893-6

Dans son avant-propos, plutôt bref pour un tel sujet, Antoine Prost définit son projet. Il s'agit d'explorer le passé pour comprendre le présent, notamment le grand changement qui se produit à partir de la guerre de 1914, dans l'entre-deux-guerres, et surtout dans ce qu'il persiste à dénommer (alors que l'expression est maintenant fortement contestée) «les trente glorieuses», en fait les années 1960. L'unité de temps qu'il dénomme «Belle Époque» (plutôt donc négativement par rapport aux mutations ultérieures) n'est pas autrement définie alors qu'il rappelle, après D. Kalifa, combien cette expression est finalement tardive et postérieure (D. Kalifa, *La Véri-table Histoire de la Belle Époque*, Paris, 2017).

Il postule l'idée d'embrasser «toute une société si diverse, malgré une unification qui progresse» et reconnaît qu'un historien aujourd'hui ne peut plus maîtriser l'ensemble de la bibliographie comme il avait pu le faire lui-même, cinquante ans plus tôt pour son *Histoire de l'enseignement*. Après une critique de l'ancienne histoire sociale trop lestée de quantitatif (à laquelle lui-même était fidèle il n'y a pas si longtemps), A. Prost préconise une histoire des relations sociales, mêlant données objectives et témoignages du temps, mais contrôlés pour éviter de succomber aux séductions du bel exemple fallacieux ou pittoresque. Il s'agit là encore de rompre avec l'objectivisme à coloration marxiste qui avait tant marqué l'ancienne histoire sociale. D'où des chapitres centrés sur les relations entre groupes en contact, en opposition ou en concurrence: «aristocrates, bourgeois, domestiques» (chapitre 2); «patrons et ouvriers» (chapitre 3); «la société rurale et la ville» (chapitre 6); «les peuples des villes» (chapitre 7). S'y ajoutent des chapitres transversaux, plus thématiques, sur «familles, femmes et enfants» sur l'éducation et la religion («la République, l'école et l'Église») ou «la question coloniale et le patriotisme». La politique n'est donc pas absente, notamment dans les derniers chapitres qui reprennent les grandes questions du temps: la question religieuse, la question scolaire, le débat militaire et colonial.

Un tel plan peut sembler assez conventionnel, voire circulaire, puisque les «élites» par lesquelles on débute se retrouvent aussi en fin de parcours à travers les grands choix politiques qui marquent la période: la Séparation, la colonisation soumise aux lobbys et aux colons, l'armée et la défense nationale orientées par les choix (souvent erronés) des généraux, et ce malgré l'affaire Dreyfus et les errements de l'état-major qu'elle avait mis en lumière. A. Prost emploie (comme avant lui M. Vovelle) l'image de l'exploration d'une maison «de la cave au grenier» (p. 13). N'est-ce pas aussi un avatar amélioré de l'image, fustigée par Lucien Febvre, de la «commode» avec ses tiroirs bien rangés et hiérarchisés qui, avec l'illusion du lointain, propose une vue finalement assez stable et rejoint ce réemploi, à mon avis malheureux, même si l'auteur n'en est pas dupe, de l'expression «la Belle Époque»? On ne saisit pas finalement si l'auteur, au-delà de son tableau très riche en statistiques, en cartes, en citations, en exemples contrastés, défend une thèse d'ensemble comme l'atteste sa conclusion. Il y insiste sur les contrastes et les contradictions de cette société d'avant 1914, et souligne aussi surtout l'enracinement du régime qui résista finalement à la plus grave menace, celle venue d'Allemagne. Mais ce raisonnement par la fin connue est-il suffisant pour dégager le sens de ce moment et l'originalité de cette France? N'est-ce pas, sous une forme plus sophistiquée, renouer avec l'autojustification de la République par elle-même, c'est-à-dire de ses idéologues et de ses pédagogues? Le recours abondant au livre classique de R. Thabault, *Mon Village, l'ascension d'un peuple*, pour

lequel A. Prost marque sa sympathie, en témoigne (ex. p. 47, 150, 324 ou p. 372). Régime du compromis historique malgré quelques grandes réformes durables, la Troisième République est restée très en deçà du projet de république démocratique et sociale de 1848, voire du programme de Belleville de la fin du Second Empire. Dur et fort face à la contestation ouvrière, face à la résistance catholique, face aux « indigènes » de ses colonies, le régime a été timide, l'auteur le souligne, dans bien d'autres domaines, au nom du libéralisme (qui n'empêche pas le protectionnisme), mais surtout en fonction de l'influence très inégale des groupes de pression qui s'en donnent à cœur joie face à des gouvernements faibles, d'où la croissance des inégalités sociales, économiques, territoriales, des clivages culturels qu'A. Prost connaît bien à travers l'histoire scolaire, mais qu'à mon avis il ne souligne pas assez.

J'avais moi-même tenté de proposer un tel tableau sur l'avant 1914 dans deux ouvrages publiés à dix ans d'intervalle (C. Charle, *Histoire sociale de la France au XIX^e siècle*, Paris 2001 ; *La Crise des sociétés impériales...*, Paris 2008). Comme je tâchais, dans le second, de comparer la France avec deux autres sociétés voisines (britannique et allemande), j'avais été amené à privilégier des indicateurs quantitatifs pour établir la morphologie d'ensemble, l'équilibre des groupes et leurs évolutions. Apparaissent clairement les spécificités françaises en termes de dynamique démographique, de déséquilibres territoriaux et d'écart malgré tout croissants entre plusieurs France, en dépit du mythe républicain de l'égalité et d'un État républicain moins lointain et plus à l'écoute, grâce à l'exercice régulier du suffrage, des attentes des citoyens (mais pas des non-citoyens majoritaires : femmes et colonisés).

L'exercice comparatif auquel A. Prost ne sacrifie qu'assez peu, comporte l'inconvénient de ses avantages : il simplifie et schématise pour avoir des données comparables. Il ne peut entrer dans le détail des diversités internes de chaque pays (et elles sont tout aussi fortes en Allemagne entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud, en Grande-Bretagne entre l'Angleterre moderne et ses périphéries archaïques). Le tableau unifié et rapproché qu'offre l'auteur permet au contraire de donner des nuances et des couleurs à la fresque globale, notamment avec le recours aux témoins d'époque répartis entre les groupes, les sexes, les régions autant que possible. Mais là encore, il faudrait prendre garde, car les élites et les classes moyennes restent avantagées par l'écrit. Pour autant, comme le point de comparaison implicite de l'auteur, on l'a vu, est surtout le bouleversement ultérieur, l'origine spécifique de la dynamique propre à l'avant-1914 n'apparaît pas clairement, sauf à renvoyer au thème bien connu de l'« exception française » : une industrialisation non conforme à la voie britannique, une persistance de l'agriculture familiale et à base de petite propriété, héritage en partie des effets de la Révolution française (en fort contraste à nouveau avec la voie britannique ou la voie prussienne), une démocratie politique précoce qui coexiste avec de fortes hiérarchies sociales dans certaines régions dominées par la grande propriété ou la grande industrie, etc.

Cette cohabitation des contraires se retrouve dans la plupart des chapitres sur les relations entre les groupes : on peut avoir à la fois une contestation ouvrière de plus en plus virulente dans certains secteurs et une masse majoritaire de petites entreprises, de petits patrons familiaux paternalistes et d'ouvriers semi-artisans voire semi-ruraux rêvant de s'établir à leur compte, selon le vieil idéal sans-culotte. Les groupes dirigeants se sentent menacés par les grèves qui se développent dans les années 1900, et pourtant, quand on compare aux taux de syndicalisation et aux mouvements sociaux des grands pays industriels, la France fait plutôt pâle figure.

Les témoins, le nez sur les faits, dramatisent volontiers. L'état-major, au moment de la mobilisation, s'attendait à de nombreux déserteurs au vu de l'antimilitarisme virulent exprimé par certains syndicalistes mais finalement, A. Prost le rappelle, le « carnet B » où les « meneurs » étaient inscrits n'a pas été mis en œuvre, du fait de l'absence quasi totale de dissidence.

Dans son chapitre conclusif, l'auteur insiste sur la distance qui nous sépare de ce monde dont nous sommes pourtant en partie les héritiers, il suffit de voir tout le discours nostalgique sur « l'école de la république ». Mais finalement, n'est-ce pas succomber à « l'illusion biographique » (P. Bourdieu), non pas à propos de l'individu singulier, mais de la nation tout entière, entité éternelle, malgré le changement social, politique et international ? Certes, l'unité nationale a résisté en 1914, et c'est l'argument principal pour affirmer l'unité sociale sous-jacente au-delà des fractures et des tensions multiples. Mais ce fut de justesse, et septembre 1914 aurait pu ressembler à septembre 1870, sans l'erreur de calcul des stratèges allemands et la double résistance belge et russe, ou l'appoint des troupes anglaises. La capitale française aurait pu à nouveau subir un siège, le régime être ébranlé durablement comme en 1940. L'unité nationale était meilleure que quarante-quatre ans plus tôt, les élites mieux formées et plus réactives qu'à la fin du Second Empire, les soldats mieux entraînés et instruits mais, dans la guerre industrielle de masse qui s'ouvrait, la France était mal partie du fait de son industrie surclassée par l'Allemagne et de son déficit en jeunes hommes lié à son malthusianisme ancien. A. Prost le rappelle, avec une production d'obus défailante au bout d'un mois de guerre (13 000 obus produits pour 100 000 nécessaires ! [p. 335]), sans ses alliés, sans la mobilisation des femmes et des « colonisés », la France n'aurait pas tenu, en dépit du sacrifice des « poilus » et de l'unité nationale apparente. C'est là que le raisonnement en termes comparatifs, et en fonction de la notion de société impériale s'avère utile pour complexifier le portrait des « Français de la Belle Époque » et l'ouvrir sur l'Europe et le monde. Ceux-ci n'étaient pas seuls au monde, ils en dépendaient plus qu'ils ne le croyaient, pour le meilleur ou pour le pire, et le XX^e siècle allait le leur démontrer un peu plus et parfois très cruellement de 1940 à 1962. C'est un point qu'il aurait été utile de souligner davantage (notamment à propos des phénomènes migratoires très peu évoqués : une demi-page, p. 112). C'est ma principale critique d'un livre par ailleurs déjà classique et qui se lit avec beaucoup de plaisir.

Christophe CHARLE
IHMC-CNRS, Université Paris 1

JULIEN RYCX,

La Franc-maçonnerie et la crise boulangiste

1886-1891,

Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2019, 234 p., ISBN 978-2-7574-2855-9

L'étude du boulangisme au prisme de la franc-maçonnerie demeure un champ en friche. Dans ce livre, Julien Rycx se propose d'interroger l'idée communément admise d'une opposition maçonnique unanime face au boulangisme.

Celle-ci n'occulterait-elle pas la fragmentation des « mondes maçonniques », relevant plus du « roman maçonnique national » que de la réalité maçonnique du temps ?

Adoptant un plan chronologique, l'auteur présente, après une introduction consacrée au problème des sources disponibles et un premier chapitre présentant la franc-maçonnerie à la veille de la crise boulangiste, les premières réactions maçonniques au boulangisme,

couvrant les années 1886-1888. L'adhésion à Boulanger et au boulangisme ne semble pas a priori incompatible avec l'engagement maçonnique, les antimaçons s'interrogeant même sur le fait que le général puisse être une créature des loges. Certaines figures du mouvement, telles qu'Alfred Naquet ou Georges Laguerre, en sont l'exemple. La sympathie envers Boulanger s'exprime jusqu'au Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France, en la personne de son président Frédéric Desmons qui, dans une lettre privée publiée par Rochefort dans *L'Intransigeant*, témoigne de son attachement à un boulangisme républicain. Néanmoins, les soutiens des bonapartistes et des royalistes, ainsi que l'appel au plébiscite du général conduit à la naissance d'un anti-boulangisme maçonnique. Des tensions se font jour au sein des loges. L'auteur tend à montrer que l'engagement anti-boulangiste provient avant tout d'impulsions locales émanant de loges politisées, mêlant hostilité au boulangisme perçu comme un césarisme et soutien au président du conseil Charles Floquet. Les rivalités politiques au sein des loges se concrétisent par l'ouverture d'un virulent débat sur l'apolitisme traditionnellement affiché par la franc-maçonnerie. Le tableau dressé ici tend à montrer une certaine adhésion maçonnique au boulangisme, qui ne peut se réduire à quelques maçons isolés. Attirant à lui certaines figures, théoriciens et cadres du radicalisme, le boulangisme suscite des débats dans les loges et démontre la difficile adéquation entre principe d'apolitisme maçonnique et les engagements des individus ou des loges.

Le troisième chapitre, portant sur les années 1888-1889, analyse l'engagement anti-boulangiste de plus en plus marqué des loges, malgré d'indéniables divisions internes. Le 3 juin 1888, un grand congrès regroupant les trois principales obédiences est organisé au Cirque d'hiver. Si l'anti-boulangisme y triomphe, comme en témoigne l'adoption de la motion de Gustave Mesureur qui fait «appel à tous les maçons de France pour protester contre la propagande boulangiste et pour défendre contre toutes ses attaques la cause de la liberté et de la République», il ne parvient pas à occulter les voix d'un maçonnisme boulangiste ou plus prosaïquement attaché à l'apolitisme des loges. Les débats se font de plus en plus virulents, comme en témoignent les attaques par voie de presse de Louis-Adrien Lucipia contre Alfred Naquet, ou le revirement de l'opinion des anti-maçons qui commencent à douter que Boulanger soit une créature des loges. Le Convent du 3 septembre, après de vifs débats et un questionnement du républicanisme des «frères socialistes», écarte par vote la stricte application de l'article 15 de la Constitution de 1884 par lequel les maçons s'interdisent tout débat sur les actes de l'autorité civile et toute intervention maçonnique dans les luttes des partis politiques. Les oppositions politiques déchirent certaines loges, les amenant au bord de l'éclatement. Les élections vont cristalliser les tensions. La victoire de Boulanger à Paris le 27 janvier 1889 produit une profonde intensification du sentiment anti-boulangiste des loges et des attaques contre les francs-maçons boulangistes.

Le dernier et très bref chapitre qui suit présente la «liquidation du maçonnisme boulangiste et [la] redéfinition idéologique post-boulangiste». Alors même que la réaction judiciaire (menace d'un mandat d'arrêt contre Boulanger le 1^{er} avril 1889 pour complot contre la sûreté de l'État et fuite de celui-ci en Belgique) et politique (écroulement politique lors des législatives du 22 septembre 1890) contre le boulangisme conduit à son rapide effondrement, la franc-maçonnerie procède à une «épuration politique» de ses membres. Le Conseil de l'Ordre se lance dans la condamnation des francs-maçons et des loges boulangistes. Parallèlement, se met en place un processus de reconstruction de l'imaginaire collectif maçonnique, dans lequel grâce à son intervention précoce, unitaire et «providentielle», l'Ordre aurait protégé la République du «Péril réactionnaire».

J. Rycx invite donc à revisiter le mythe d'une franc-maçonnerie « glaive » et « bouclier » d'une République en proie à une menace césariste et plébiscitaire. Alliant un minutieux travail d'enquête (les archives des loges conservées à la Bibliothèque nationale de France sont essentiellement administratives et ne mentionnent pas les débats politiques internes) et une bonne maîtrise de l'historiographie, il montre qu'au-delà de la vision communément admise d'une franc-maçonnerie anti-boulangiste, un nombre non négligeable de francs-maçons et de loges ont apporté leur soutien au général. Malgré des sources parcellaires ne pouvant donner qu'une vision fragmentaire du phénomène, il apparaît clairement que l'anti-boulangisme maçonnique ne s'impose réellement qu'en janvier 1889, accompagnant la réaction judiciaire et politique qui suit.

Si le travail de l'auteur enrichit tant l'histoire de la franc-maçonnerie que l'histoire du boulangisme, nous pouvons toutefois regretter qu'il se limite à l'« impact » du boulangisme sur les « mondes maçonniques » et n'évoque pas l'opinion du boulangisme sur la franc-maçonnerie et les stratégies – s'il y en a – qu'il met en place face à elle. De même, certains développements sur le boulangisme et la vie politique du temps auraient permis une meilleure contextualisation. Il est également dommage que les choix historiographiques de l'auteur concernant le boulangisme n'apparaissent qu'au détour des pages. Nous pouvons également nous demander s'il n'aurait pas été possible de dresser, grâce aux tableaux de loges, une esquisse sociologique des principales loges boulangistes et anti-boulangistes. Enfin, même si J. Rycx évoque rapidement les parcours maçonniques et politiques post-boulangistes, ceux-ci ne sont pas réellement abordés, ce qui constitue un réel manque. Certains anti-boulangistes, tels que Lepelletier, ou boulangistes, tels que Paul Copin-Albancelli (qui n'est pas cité dans l'ouvrage), évolueront vers le nationalisme, l'antisémitisme et l'antimaçonnisme. D'autres, « tels que Desmons, Thulié, Blatin, Viguier et Lucipia pour le Grand Orient ou Mesureur pour la Grande Loge œuvreront à intensifier la radicalisation et la politisation des forces vives de la franc-maçonnerie ».

Ces remarques ne doivent rien enlever au méritoire travail de J. Rycx, qui vient combler un manque et invite à poursuivre les recherches sur les relations entre la franc-maçonnerie et la politique sous la III^e République, loin des mythologies tant anti-maçonniques que maçonniques.

Emmanuel KREIS
GSRL-EPHE-PSL (UMR 8582)

XAVIER PAULÈS,

*La République de Chine. Histoire générale
de la Chine, 1912-1949,*

Paris, Les Belles Lettres, 2019, 412 p.,
ISBN 978-2-251-44945-6

Dernier paru dans une série de dix livres qui retracent plus de deux millénaires d'histoire, ce livre nous offre une grille de lecture rénovée des trente-sept années de l'existence de sa première République.

Remplie de bruit et de fureur, cette période fut longtemps considérée comme une simple parenthèse entre l'effondrement de l'Empire en 1911 et la « reconstruction du pays » (*jianguo*) sous la direction du Parti communiste chinois après 1949. Xavier Paulès réintroduit pleinement ces années dans le courant de l'histoire, tout en faisant le choix de minimiser le rôle joué par le Parti communiste chinois pour ne pas suivre la démarche téléologique qui a longtemps prévalu. Écrit dans une langue claire, illustré par vingt-huit photographies peu ou pas connues et par dix cartes en couleur, le récit a inclus au fil du

texte les sinogrammes des institutions et des personnages cités, ce qui facilite la lecture pour le sinologue, sans pour autant accabler les non-spécialistes. Les trois quarts des 366 titres de la bibliographie renvoient à des livres ou des articles parus dans les trente dernières années : l'auteur a utilisé les résultats des recherches effectuées depuis l'ouverture des archives chinoises dans le cadre de la politique de Deng Xiaoping, même si cet accès aux sources demeure trop limité et contrôlé. On remarque d'ailleurs que près de 5 % des titres cités par l'auteur renvoient à des travaux d'historiens de Chine populaire publiés eux aussi dans les trois dernières décades.

X. Paulès propose de revenir sur le jugement négatif porté sur la décade de Nankin (1928-1937), qui se situe au cœur de la période républicaine. Il s'en prend notamment à Lloyd Eastman, qui y voyait une « révolution avortée ». Il fait connaître ainsi au public une littérature historique souvent étatsunienne qui a rouvert des dossiers que l'on croyait clos. Ainsi, Chiang Kai-shek, malgré ses sympathies pour les idées de Mussolini, n'était pas un dictateur fasciste et a continué le chantier de la construction d'un État moderne ouvert dans les dernières années de l'empire Qing. Il a cherché à fonder la légitimité de son régime non plus sur un mandat céleste mais sur l'assentiment du peuple, et a favorisé le développement de rites civiques et la référence à une charte politique fondamentale, *Les Trois Principes du Peuple*, résumée par le testament de Sun Yat-sen cité en annexe. Cette construction a pris la forme d'un État-Parti qui ne peut pas être qualifié de dictature durant cette période, Chiang Kai-shek jouant des oppositions entre différentes cliques qui partageaient les élites politiques pour établir son autorité, démissionnant en 1927 et en 1931 face à l'opposition, et partageant même le pouvoir entre 1931 et 1934 avec Wang Jingwei, son principal adversaire. Comme l'avait souhaité Sun Yat-sen, il promulgua une Constitution et organisa des élections au suffrage universel masculin en 1936 et en 1947. Certes la fraude électorale, les assassinats politiques d'opposants comme celle du journaliste Shi Liangcai le 14 novembre 1934 par des tueurs à gage à la solde du Guomindang, et la pratique des candidatures officielles, étaient fort loin d'un fonctionnement démocratique. De plus le régime Guomindang « se montrait très hermétique aux couches populaires » et ne se préoccupait guère des paysans qui formaient les 4/5^e de la population. Néanmoins on peut voir dans cette démarche chancelante vers un État de droit un « demi-succès ».

Le tableau de bord de l'économie qu'établit l'auteur le conduit à un résultat analogue. Se réclamant (trop ?) des travaux de Rawski ou de Feuerwerker, il estime que « le secteur industriel était en pleine expansion durant les deux premières décennies de la République ». Il n'ignore pas que la Chine restait un pays attardé, où la part de l'industrie moderne dans le PIB n'était que de 2,1 % et celle de sa participation au commerce mondial de 1 %, alors qu'un homme sur cinq était Chinois. Il note aussi la faible productivité de l'agriculture et le refus obstiné d'une réforme agraire. Mais il insiste sur les aspects pionniers d'une politique que huit ans d'une guerre terrible avaient empêché de porter ses fruits, et qui expliquent largement le succès du premier plan quinquennal lancé par Mao Zedong en 1953 : c'est sous Chiang Kai-shek que l'on procéda à l'unification des poids et mesures, que l'on remplaça l'étalon argent par l'étalon-or (ce qui facilita l'entrée sur le marché mondial), que l'on émit une monnaie papier qui permit de pallier quelque temps la faiblesse chronique de capitaux dont souffrait l'économie chinoise, que quatre banques centrales se mirent en place, que la Commission des ressources naturelles lança la prospection géologique, que

parurent les premiers atlas statistiques, que se développa l'infrastructure ferroviaire et routière: la Chine avait été «libérée» dès avant 1949 des «traités inégaux» qui lui avaient été imposés au XIX^e siècle. Certes, le poids énorme de la dette publique aux mains des banques occidentales, les émissions excessives des emprunts par un État aux ressources insuffisantes qui devait faire face à lourdes dépenses militaires, le rôle désastreux de la spéculation et de la prévarication des élites, le non-renouvellement de l'équipe dirigeante, constituèrent des handicaps qui devinrent insurmontables après 1945, quand il s'y ajouta les erreurs politiques et stratégiques de Chiang Kai-shek. Mais l'échec final ne doit pas faire ignorer l'importance de la rupture accomplie alors, qui était porteuse de succès futurs. On peut formuler la même appréciation pour le bilan des mutations sociales et du renouveau culturel à cette époque: on observe l'émergence d'une Chine moderne interrompue par une accumulation de facteurs défavorables dont certains provenaient de traditions persistantes.

Il y a une continuité entre la Chine Populaire et la Chine du Guomindang. Le moteur de la modernisation était cette bourgeoisie chinoise dont l'âge d'or se situait en aval mais qui ne disparut complètement de l'avant-scène que durant les désastreuses «années Mao» entre 1956 et 1976. Cette continuité retrouvée après 1978 explique en partie le rapide succès de la réforme économique de Deng Xiaoping. En Chine, on observe un capitalisme aux caractéristiques chinoises qui se résigne à accepter le contrôle de l'État-parti communiste par patriotisme ou, plutôt, sous le poids de deux millénaires d'un Empire centralisé et unificateur. Un capitalisme «en soi» et non «pour soi»? Dans sa conclusion, X. Paulès estime, dans une jolie formule, que la période républicaine avait été «le temps d'un possible pour une démocratie parlementaire à l'occidentale». Je serai plutôt tenté, à la lecture de son livre, d'y voir une variante de cette «modernisation sans occidentalisation» observée par Pierre-François Souyri dans le Japon contemporain.

Alain Roux
Inalco

FABRICE GRENARD,
Les Maquisards.

Combattre dans la France occupée,
Paris, Vendémiaire, 2019, 604 p.,
ISBN 978-2-36358-332-1

Fabrice Grenard, auteur notamment d'une remarquable étude sur Georges Guingouin (*Une Légende du maquis*, Paris 2014), livre ici une synthèse sur les maquis dans la France occupée. Son travail s'appuie principalement sur les deux régions qu'il connaît le mieux, le Limousin et la Haute-Savoie,

mais la riche bibliographie qu'il a utilisée lui permet d'offrir un panorama national, même si celui-ci n'est pas exempt de quelques erreurs d'appréciation, par exemple sur la Corse où, paradoxalement (en apparence), le maquis est pratiquement inexistant.

L'ouvrage est chronologique et il ne saurait en être autrement puisque le phénomène maquis suit un rythme saisonnier, à la fois pour des raisons matérielles (conditions de vie dans les bois et les montagnes, ravitaillement) et pour d'autres qui tiennent à la conjoncture politico-militaire: l'instauration du Service du travail obligatoire (STO) en février 1943 qui provoque l'afflux de réfractaires au printemps, l'absence du débarquement attendu et les mesures permettant une certaine régularisation des réfractaires à l'automne de la même année, le débarquement du 6 juin 1944. Cette chronologie découpe véritablement le phénomène en deux générations de maquis et de maquisards, dont la différenciation – qui se reflète dans leur recrutement – est ici

bien soulignée : une première génération qui naît principalement du refus du STO et entraîne la mise en place de structures spécifiques par les organisations clandestines ; une deuxième génération qui résulte de la mobilisation de la Résistance à la suite du débarquement en Normandie, mobilisation dont l'ampleur dépasse toutes les prévisions. Le phénomène maquis gagne alors la zone Nord (ex-zone occupée) où il était jusque-là peu développé, pour des raisons géographiques (peu de massifs où se cacher), militaires et politiques (les orientations des organisations clandestines). Cette considération géographique fait regretter l'absence de chapitre consacré spécifiquement aux grandes régions de maquis, même si l'auteur essaie de les couvrir toutes au fil de son analyse. Mais cette absence ne lui permet pas d'insister sur ce qu'il connaît fort bien, à savoir la place très particulière du Sud-Est (régions R1 et R2 de la Résistance), où l'implantation précoce et l'extension des maquis sont liées à l'occupation italienne de la zone jusqu'en septembre 1943. Ajoutons que cette présence italienne reste sensible par la suite, puisque d'anciens soldats de cette armée d'occupation ont rejoint certains maquis (essentiellement des Francs-tireurs et partisans) et que des liens ont été noués entre maquis des deux côtés de la frontière.

Les quatre parties de l'ouvrage suivent donc les grandes phases de la construction maquisarde. La première correspond à sa naissance et aux tentatives d'organisation d'une création en quelque sorte « spontanée » et simultanée dans toute la zone Sud (février-mars 1943). La part des initiatives locales – les premières filières – est essentielle dans ce démarrage, que les organisations clandestines essaient plus ou moins vite d'encadrer et de transformer. Même si l'on sent quelques hésitations dans son propos, F. Grenard a raison de ne pas reprendre aveuglément la distinction très artificielle entre maquis-refuges et maquis de combat. Tous les réfractaires qui les composent n'ont pas vocation à devenir des combattants, mais tous les maquis, même camouflés en chantiers forestiers (ce qui est fréquent) ont vocation à participer à la libération. L'importance de ce moment dans les représentations du maquis est soulignée par sa place dans l'imaginaire – la « légende » du maquis qui naît avec lui –, de même que, dans le récit maquisard, le début, l'arrivée, tiennent toujours une place de choix. Une fois le maquis et le maquisard plus ou moins mal installés, une certaine routine prévaut souvent, centrée sur la pérennité de structures fragiles, parfois éphémères.

Cet apprentissage d'une vie nouvelle constitue la deuxième partie du livre, la plus classique, qui souligne, exemples à l'appui, la précarité, la pauvreté de l'équipement, le « bricolage » d'une organisation qui est à inventer et dont la cohésion dépend beaucoup du « chef ». C'est avec la population locale, rurale ou semi-rurale, que les jeunes urbains qui constituent alors le gros des réfractaires doivent renforcer les liens qui permettront leur survie, ce qui permet, une fois de plus, d'insister sur le rôle – mal reconnu par les distinctions de l'après-guerre – de la « périphérie » maquisarde (paysans, femmes, petits fonctionnaires, transporteurs, etc.).

L'hiver de 1943-1944 coïncide avec la phase la plus dure de cette histoire, même si les effectifs se sont dégonflés à l'automne, spontanément ou non. Passons sur les conditions matérielles et le désarroi moral provoqué par l'éloignement de la perspective du débarquement. Le principal apport de cette troisième partie réside dans la tentative de fournir un cadre historique à une répression dont les représentations courantes ignorent les étapes et les véritables acteurs. Laissée par les occupants, dans un premier temps, aux Français (gendarmerie et groupes mobiles de réserve) et considérée à juste titre comme inefficace, celle-ci est prise en mains à l'automne 1943 par la Wehrmacht, en particulier dans le Jura et dans le Sud-Est qu'elle occupe

désormais, et qui reste le principal bastion des maquis. F. Grenard considère à juste titre que novembre 1943 constitue un tournant (même s'il semble ignorer les actions répressives dures menées ponctuellement dans les Cévennes durant l'été) et que ce tournant est prolongé par une montée en radicalité, scandée de mois en mois, en 1944, par les actions et les décisions de l'état-major allemand, dont on peut mesurer les effets, au même moment, dans toutes les régions de la zone Sud. Le récit des grandes opérations du premier semestre 1944 dans les Alpes, le Jura et le Massif central est conduit avec une grande connaissance des faits, mention spéciale pour le remarquable chapitre que l'auteur consacre à l'affaire des Glières, avec mesure et bon sens, et qui tranche avec les errements dont elle a été le prétexte il y a peu. Il est évident – et cela se confirme dans les mois qui suivent – que les relations avec la population se transforment à partir du moment où la survie de ceux qui, à la différence des nomades que sont les maquisards, sont attachés à leur terre et à leur village, est mise en danger. Les analyses pionnières des historiens piémontais sur cette question auraient pu servir d'utiles références. L'auteur n'a pas voulu, à l'évidence, entrer dans la comparaison européenne, ce que l'on peut regretter, pas plus qu'il n'a voulu suivre la voie de l'anthropologie historique ouverte par R. Kedward (*À la recherche du maquis*, Paris 1999), sinon à doses homéopathiques.

Bien que la mobilisation autour du mont Mouchet et les frémissements qui entourent le Vercors l'aient quelque peu précédée, la véritable césure qui fait entrer l'histoire du maquis dans une nouvelle phase dont ses protagonistes espèrent – sans en être assurés – qu'elle sera la dernière commence le 6 juin 1944. Le phénomène maquis prend une extension considérable, aux allures parfois insurrectionnelles, en dépit d'une répression qui, elle aussi, franchit un nouveau seuil. Cette extension est géographique, sociologique et politique puisqu'elle se traduit par la création de secteurs (plus ou moins longtemps) libérés où la Résistance passe du statut de contre-pouvoir à celui de pouvoir légitime. La faiblesse principale de l'analyse, en particulier à ce moment de l'histoire des maquis, est de n'avoir pas distingué suffisamment entre les organisations. L'auteur n'est pas dupe de l'expression FFI. C'est une coquille presque vide, commode pour qualifier ceux qui rejoignent les maquis dans les derniers temps. Elle coïncide en fait avec les Corps francs de la Libération (CFL), nouveau nom de l'Armée secrète, à la ligne très dépendante des instructions reçues de Londres, même si leurs directions, peuplées de communistes plus ou moins autonomes à l'égard d'un parti dont ils ont été coupés un temps et avec lequel ils ont souvent renoué, cherchent à leur donner une orientation plus active, proche de celle des FTP. L'une des évolutions les plus significatives résulte de la « militarisation » de la Résistance. Elle se traduit par la part prise par l'ORA (Organisation de résistance de l'Armée) dans la conduite des maquis, dont il ne faut pas cacher qu'elle relève aussi au moins en partie d'un noyautage que les partis n'ont pas été les seuls à pratiquer. Pour les militaires de l'armée d'armistice qui composent l'ORA, les maquis et la mobilisation de juin 1944 offrent l'occasion d'une revanche sur les « politiques » qui dirigent la Résistance (et qui les tiennent souvent en suspicion) et d'une occasion de revanche sur les Allemands. De là, le rôle qu'ils jouent dans la phase finale du combat presque ouvert, ayant poussé à mobilisation de juin 1944 et à l'occupation de localités ou de territoires (dont le Vercors), privilégiant le combat en rase campagne (inégal, faute d'un armement insuffisant, même pour eux qu'Alger soutient et équipe mieux que les autres formations). De là aussi, dans leur ardeur combattive, les alliances qu'ils nouent sur le terrain plus volontiers avec les FTP qu'avec les CFL.

Comme l'ORA, les FTP, qui sont le bras armé de cette fiction qu'est le Front national, auraient mérité une attention plus grande, et avec eux, la stratégie communiste. Les FTP, qui ont joué en 1943 le jeu de l'unité pour récupérer quelques moyens, prennent ensuite leur autonomie, au fur et à mesure que la Résistance communiste sous ses divers avatars s'impose comme l'un des éléments les plus dynamiques de l'ensemble résistant. Ils deviennent, avec la CGT clandestine, l'un de ses atouts, celui qui, par son activisme et l'héroïsation qui les entoure, lui assure une incontestable attractivité. Mais la Résistance communiste n'en est pas moins traversée de débats. À ceux, classiques, qui opposent « politiques » et « militaires » et que les autres formations connaissent (comme l'illustre le conflit, très bien évoqué, entre Romans-Petit et Yves Farge en R1), s'ajoutent notamment la question de l'intégration dans les FFI (où la direction communiste espère renverser le rapport de force) qui est plus ou moins acceptée, et la question de la stratégie à adopter au 6 juin. La chute de l'état-major FTP zone Sud donne au triangle de direction communiste de la zone, qui assure l'intérim, la responsabilité d'un engagement qui se voudrait insurrectionnel (voir le cas de Tulle), en dépit des réticences de certains cadres militaires FTP, conscients de leurs faiblesses.

Ces questions ne sont qu'esquissées, mais l'objectif de l'auteur était de fournir une synthèse claire, accessible, historiographiquement à jour, de la question maquisarde en France, et non d'entrer dans les débats de spécialistes. Sa conclusion résume remarquablement les points forts de l'ouvrage, tout en laissant de côté, peut-être pour une étude future, le problème de la « mémoire » du maquis et, pour reprendre l'expression de Philippe Joutard, celle de la « maquisardisation » des représentations de la Résistance.

Jean-Marie GUILLON

Aix-Marseille Université-CNRS (TELEMME)

PHILIPPE ARTIÈRES,

MICHELLE ZANCARINI-FOURNEL (ÉD.),

68. Une histoire collective. 1962-1981,
Paris, La Découverte, 2018 (2^e éd.), 847 p.,
ISBN 978-2-34803-604-0

Cette importante somme, initialement parue en 2008, et aujourd'hui heureusement rééditée, n'offre pas un livre « de plus » sur Mai 68. Loin de là. Cette enquête de plus de 800 pages, qui a associé 59 auteurs, et réunit 112 articles, évolue à des années-lumière de ce

type d'annales classiques, souvent narratives et parfois interprétatives, dont l'édition nous a largement nourris depuis une quarantaine d'années. En revanche, ce collectif s'attelle à un véritable travail de mise à distance et de déconstruction. Aux « Événements », ainsi que les politiques les ont souvent qualifiés, Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel substituent des perspectives : contre le temps court ou le flash instantané, la longueur de vue et le temps de l'histoire. Voilà que s'ouvrent à notre regard des champs d'analyse qui échappent aux espaces clos de la Sorbonne ou de Nanterre.

Les auteurs remontent à l'aube de la V^e République et tiennent le lecteur en haleine jusqu'à la veille de l'arrivée de la gauche au pouvoir. En un mot, tout sauf un feu de paille, une explosion soudaine, un événement imprévisible ou une aventure éphémère. Là où habituellement Mai 68 détonne dans le ciel de l'histoire des Français entrés au pas de charge dans la société de consommation, l'événement s'articule ici aux autres moments cruciaux de la période et surgit d'horizons lointains, parfois méconnus. Bref, une histoire dont 68 devient le point d'orgue, l'instant révélateur, la

Pierre angulaire sur laquelle reposent vingt ans de notre vie collective. Il s'agit donc moins de décrire et d'expliquer 68, que d'éclairer cette période de la V^e République à la lumière des événements de Mai.

L'originalité de la perspective est claire. D'où tient-elle cependant son non-conformisme ? Les auteurs se livrent d'abord à un extraordinaire travail sur les sources : fonds d'archives rarement ou jamais exploitées, telles les séries judiciaires, certaines archives privées, des fonds étrangers, les riches archives du monde du travail, celles de l'édition, etc. L'effet de surprise tient à la curiosité qu'a éveillée cette nouveauté de sources, et leur indépendance par rapport aux données habituellement exploitées.

Vient ensuite l'éclairage que projettent les interrogations. Certaines sont aujourd'hui émergentes, comme la décolonisation, l'immigration ou la confrontation masculin/féminin. Nous sommes ainsi introduits au ferment de ces questionnements récents, leur terreau secret. Les voies de la réflexion sont ouvertes pour donner un autre souffle aux débats les plus vifs d'aujourd'hui. Les années 1968 ne sont pas ressuscitées, mais les revisiter enrichit la réflexion actuelle, lui donne du recul et une dimension presque archéologique.

Enfin, l'économie interne de l'œuvre compte. Le livre se structure chronologiquement en quatre saisons : de 1962 à 1968, lorsque les Français découvrent le planning familial et que la jeunesse fait irruption dans l'espace public, alors que se déclenche la crise du syndicalisme étudiant et que se déchaînent les violences de la mine et des campagnes. Puis surgit la séquence de mai-juin 68, l'épicentre de la période, de la Sorbonne occupée aux accords de Grenelle, de la vacance apparente du pouvoir à l'unité nationale des élections législatives. Mais la partie la plus volumineuse suit, et se poursuit jusqu'en 1974. Elle parcourt la montée en puissance des contestations lycéennes, les expériences autogestionnaires, les utopies communautaires, les mouvements féministes, etc. De 1974 à 1981 enfin, les années Giscard sont marquées par la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse, la décentralisation ou la régionalisation des politiques publiques, l'avènement de l'écologie et la montée de la xénophobie, avec, en toile de fond, l'union et les désunions de la Gauche. Voilà bien une histoire plurielle, que les auteurs parviennent à couvrir sans être réducteurs et sans non plus s'exposer à la dispersion.

Comment traverser une histoire si dense et réunir des mémoires si peu oubliées d'elles-mêmes ? Le déroulement du livre y concourt. Une synthèse introduit chaque partie, tirant les fils directeurs de la période, montrant moins les temps forts que les tendances lourdes. Des récits – événements, manifestations, débats – plantent les contextes et donnent de la chair à l'ouvrage. Mais ces articles rappellent aussi au souvenir du lecteur ancien – ou à l'attention des plus jeunes – l'apparition d'objets insolites dont l'usage a bouleversé les usages (la minijupe qui égaye les regards, le transistor à l'écoute de la rue, la pilule qui lève les inhibitions, la 4L pour chacun ou pour le plus grand nombre, le punk pour le jour et le petit livre rouge pour le soir (le grand). Bref : pas une histoire théorique ou dogmatique, mais une fusée de textes qui valident les droits du quotidien et de l'ordinaire. Existente aussi des « ailleurs », composés de tout ce qui résonne en écho dans la presse, s'affiche sur les écrans de cinéma ou embrase les places publiques (le militantisme de la revue *Partisans*, « Boulevard du Vietnam héroïque, Nègres blancs d'Amérique », le « mouvement étudiant » à Mexico, Tommie Smith et John Carlos, poing serré, tête baissée, dans l'arène olympique, le Prague tragique, les Brigades rouges, la Fraction armée rouge, le drame chilien, le Vietnam héroïque, la révolution iranienne, la révolution des œillets, Solidarność, etc.).

Le lecteur revisite aussi les lieux qui accueillirent en leur temps les valeurs symboliques de la modernité ou celles des oppositions politiques («les villes nouvelles», Nanterre, les maisons de la culture, la cinémathèque d'Henri Langlois, les morts de Flins et de Sochaux, l'ORTF, Lip et le Larzac, la route du Népal (via Katmandou), Vincennes, le séminaire de Lacan, l'utopie communautaire, Creys-Malville, Aléria (1975) et Montredon (1976), les foyers Sonacotra, etc.). Sont aussi présents des acteurs sociaux, plus souvent collectifs (comme le signale le titre de l'ouvrage) qu'individuels (le PSU, les correspondants et les photographes de la presse, Jacqueline Feldman et Anne Tristan à la naissance du MLF, la majorité silencieuse et l'engagement des intellectuels, la nébuleuse féministe, Pierre Overney, l'altermondialisme, Foucault l'artificier, l'humanitaire, les travailleurs sociaux, la sidérurgie (1979). Viennent enfin ce que les auteurs appellent les «traverses»: Guy Debord et les situationnistes, le mouvement du 22 mars, les occupations d'usines, les mouvements lycéens, le photo-journalisme en action, l'antipsychiatrie, *Hara-Kiri* et *Libé*, le docteur Jean Carpentier et la professeure Nicole Mercier, les cathos de gauche, le génocide cambodgien).

L'idée centrale est bien de collecter ce qui a fait des événements «collectifs» en donnant la parole à un collectif d'historiens. Des articles courts, documentés, ciblés dévoilent ainsi au lecteur une vaste fresque qui livre à son regard une synthèse inédite sur les vingt années autour de mai et juin 1968. Du grand art.

André RAUCH
Université de Strasbourg

GILLES RICHARD, SYLVIE OLLITRAULT (ÉD.),
*Les Années Mitterrand, 1984-1988. L'alternance
et la première cohabitation vue des régions,*
Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018,
310 p., ISBN 978-2-7535-7313-0

Les jeux d'échelles spatiaux et temporels constituent depuis longtemps des outils précieux que l'histoire politique a su intégrer. Dans la décennie 1980, moment de renouvellements importants de la discipline, René Rémond et nombre de ses élèves ont ainsi reconnu leur dette à l'égard des grandes thèses «labroussiennes» d'histoire régionale, comme celles de Maurice Agulhon sur le Var, de Paul Bois sur la Sarthe ou encore d'Alain Corbin sur le Limousin. Issu d'un colloque tenu à Rennes en novembre 2015, l'ouvrage collectif dirigé par l'historien Gilles Richard et la politiste Sylvie Ollitrault recourt à son tour à cette approche du politique par les territoires, en l'appliquant aux «années d'alternance» 1984-1988. Le livre s'inscrit dans une double filiation historiographique: celle des travaux sur les mutations et recompositions du système partisan français dans le second XX^e siècle; celle des recherches sur le premier septennat mitterrandien impulsées depuis la fin des années 1990 par l'Institut François Mitterrand, visant à approcher cette séquence brève mais intense à la fois «par le haut» et «par le bas».

Dans une décennie où les politiques de crise font inlassablement écho aux crises du politique, la V^e République connaît entre 1986 et 1988 une période de cohabitation droite-gauche inédite. Soucieux de discuter et de nuancer ce récit national assez bien connu, les vingt-deux contributeurs du livre mettent au cœur de leurs analyses la région, mais aussi le département, le canton et la commune. L'attention portée à ces différents échelons apparaît d'autant plus légitime que le gouvernement Mauroy a accéléré la décentralisation administrative en 1982-1983 par une série de lois qui érigent notamment la région en collectivité territoriale de plein exercice. Parée de

toutes les vertus par l'ensemble des courants du Parti socialiste (PS), cette politique n'est pas remise en cause par la droite lorsqu'elle revient au pouvoir. Ce consensus sur le fond de la réforme, qui ne fait certes pas taire les critiques relatives à ses modalités, rappelle que maints responsables politiques nationaux, au premier chef François Mitterrand et Jacques Chirac, s'appuient sur un ancrage local solide.

La pluralité des thématiques abordées ici a rendu délicate la construction du plan de l'ouvrage, structuré en cinq parties thématiques. Certains choix interrogent, en particulier la dissociation des deux dernières parties, respectivement consacrée aux « Politiques publiques » et aux « Lutttes sociales et restructurations économiques », qui auraient gagné à être fusionnées. Reste que le livre met en lumière plusieurs dynamiques importantes de la période et apporte nuances, contrastes et compléments à une histoire seulement vue (et écrite) de Paris.

La première concerne le retour de la question éducative comme facteur majeur du clivage gauche-droite. Les projets de loi Savary (1984) et Devaquet (1986) se heurtent à d'intenses mobilisations, du « peuple de droite » dans le premier cas, d'étudiants plutôt engagés à gauche sous couvert d'apolitisme dans le second. À Rennes comme à Clermont-Ferrand, ces derniers vivent une première et intense expérience de socialisation politique, dont la mort de Malik Oussekiné dans la nuit du 5-6 décembre 1986 constitue le point d'orgue. Plusieurs contributions pointent la circulation de pratiques contestataires, non seulement entre la gauche et l'extrême gauche françaises mais aussi – de manière plus étonnante – entre les droites et les mouvements dissidents d'Europe centrale et orientale. Certains rituels du syndicat polonais *Solidarność* font ainsi l'objet d'une réappropriation par les catholiques de l'Ouest venus à Paris pour protester contre le projet de loi Savary.

La deuxième dynamique mise en évidence concerne les mutations de la géographie électorale de la France. Si les différentes études régionales présentées ne remettent pas en cause l'idée d'une vie politique nationale structurée autour d'un axe gauche-droite, que commence à perturber la montée du Front national (FN), elles relèvent que les terres d'élection des partis de gouvernement ne sont plus les mêmes que dans la décennie précédente. Tandis que le Grand-Ouest devient progressivement un bastion socialiste et que la Provence bascule brutalement vers la droite et l'extrême droite, le rééquilibrage droite-gauche qui se produit en Lorraine s'accompagne d'une percée du FN, notamment due à l'incapacité des gouvernements successifs à enrayer la désindustrialisation. Si l'extrême droite tire profit de cet échec, il n'en va pas de même du Parti communiste dont les positions s'érodent partout, y compris dans la « banlieue rouge » parisienne, en dépit d'intéressantes initiatives de ses élus locaux pour séduire une jeunesse stigmatisée par les politiques répressives de Charles Pasqua et Robert Pandraud.

La mobilisation d'échelles infranationales apparaît plus nécessaire encore lorsqu'il s'agit de scruter les mutations des mouvements nationalistes, dont l'insertion dans le système partisan national reste ambiguë et très limitée. Au cours de la décennie, leurs animateurs corses et bretons intègrent la thématique environnementale dans leur bagage idéologique et leurs pratiques militantes. Si le rapport à l'écologie apparaît largement instrumental dans le cas corse, il traduit une préoccupation plus profonde chez de nombreux militants bretons, conduisant certains d'entre eux vers une première expérience de collaboration électorale avec les Verts lorientais à l'occasion des élections municipales de 1989. Conclure à un grand bond en avant de l'écologie politique dans l'Hexagone serait toutefois hâtif, y compris en Bretagne. Miné par

les divisions internes, le mouvement écologiste ne pèse alors pas dans l'élaboration des politiques publiques, quelle que soit l'échelle considérée.

Cette impuissance contraste avec le dynamisme de certaines collectivités qui, bien que dans l'opposition, parviennent à imprimer leur marque sur l'action publique. Le pari gagnant du gaulliste Jean Charbonnel obtenant, à contre-courant des orientations nationales, l'implantation de «sept entreprises clés en mains» sur son territoire, constitue un exemple original et plutôt réussi d'une politique industrielle élaborée et financée par les collectivités locales. A contrario, et de manière plus attendue, la Lorraine doit accepter, en dépit d'importantes mobilisations syndicales et ouvrières, la politique de restructuration et de réduction des effectifs de la sidérurgie locale pilotée par la gauche puis la droite. L'alternance de 1986 ne remet pas en cause la philosophie de cette politique d'accompagnement social du chômage, qui contraste avec les politiques actives de l'emploi menées au même moment en Europe du Nord. À l'heure de l'approfondissement de l'intégration européenne dont témoigne la signature de l'Acte unique en 1986, la gestion de la désindustrialisation de la Lorraine témoigne d'un phénomène repérable à des échelles plus larges, celui d'une convergence des politiques économiques conduites par les partis de gouvernement ouest-européens. L'échelon local permet en outre de souligner que ces choix politiques, soutenus par les élites gouvernementales socialistes, se heurtent à des résistances profondes à gauche, quoique les conflits du travail de la période n'atteignent ni l'intensité ni la médiatisation de ceux des deux décennies précédentes.

Ces analyses stimulantes n'empêchent pas cependant l'expression de quelques regrets. Le premier, exprimé par S. Ollitrault elle-même dans sa conclusion, tient à l'absence d'analyse du rôle des médias, en particulier dans la montée du FN. Ce dernier ne fait d'ailleurs curieusement l'objet d'aucune contribution spécifique. Le deuxième regret est étroitement lié à l'angle méthodologique adopté. Dans un livre aspirant à saisir le politique par ses territoires, le lecteur s'étonnera de ne lire aucune réflexion sur la place de l'Outre-mer. Les historiens du socialisme français constateront par ailleurs l'absence d'une réflexion critique sur les conditions d'accès aux sources nécessaires à l'écriture d'une histoire politique des septennats mitterrandiens. Si les initiatives scientifiques de l'Institut François Mitterrand doivent être saluées, force est de reconnaître que celui-ci reste toujours très (trop) discret sur sa politique archivistique.

Last but not least, G. Richard pose en introduction une problématique forte et quelque peu provocante dans sa formulation, celle du «grand renoncement des gauches à “changer la vie”». Or celle-ci n'est jamais vraiment discutée par les contributeurs, dont les réponses en restent, dans le meilleur des cas, à l'état d'esquisse. Gageons toutefois que de futurs travaux discuteront cette thèse stimulante, par le haut et par le bas.

Mathieu FULLA
Centre d'histoire de Sciences Po

ALAIN ROUQUIÉ,
L'Appel des Amériques,

Paris, Seuil, 2020, 276 p., ISBN 978-2-02-143174-2

Avec *L'Appel des Amériques*, Alain Rouquié nous épargne l'un de ces essais d'ego-histoire parfois nombrilistes et souvent auto-légitimateurs qui ont

tendu à se multiplier au fur et à mesure que l'économie de la célébrité investissait le champ des sciences humaines et sociales. Entièrement fidèle à l'humilité de celui qui préside la Maison de l'Amérique latine depuis 2003, ce livre retrace dans une

première partie (« Parcours ») la trajectoire intellectuelle et professionnelle d'un Aveyronnais né au seuil de la Seconde Guerre mondiale, adolescent au moment de la guerre d'Algérie, puis coopérant dans le Moyen-Atlas marocain, qui est finalement devenu l'un des meilleurs spécialistes français de l'Amérique latine.

Comme souvent dans sa génération, la découverte du « Nouveau Monde » passe d'abord par un intérêt marqué pour l'Espagne brutalisée par le franquisme et, plus précisément, pour ses productions culturelles. Agrégé d'espagnol et rabatteur de jeunes talents de la littérature ibérique pour les éditions du Seuil, A. Rouquié ne suit cependant pas la voie universitaire toute tracée qui s'offre à lui. Plutôt que de persister dans la thèse de littérature qu'il avait entamée, sa fréquentation assidue de l'Institut d'études politiques de Paris et un premier séjour en Amérique latine en 1964 (Buenos Aires, Caracas, Mexico), l'année même de la grande tournée du général de Gaulle d'un bout à l'autre du sous-continent, le conduisent à infléchir son sujet vers une réflexion de temps long sur le rôle politique des forces armées en Argentine entre les années 1930 et les années 1970. Soutenu en 1973, ce doctorat d'État qui repose sur une masse impressionnante de sources de première main et mêlant, au sein d'une démarche authentiquement pluridisciplinaire, histoire, sociologie et science politique, est publié cinq ans plus tard (*Pouvoir militaire et société politique en Argentine*, Paris 1978) et figure, aujourd'hui encore, en bonne place dans toutes les bibliographies spécialisées. Au-delà des lectures simplistes de l'instabilité politique argentine, en termes de carence de la société civile ou de complot impérialiste par exemple, l'auteur y analyse autant les formes complexes de la politisation de la caste militaire que le recours récurrent à l'armée par divers secteurs de la classe politique, offrant en creux une réflexion pionnière sur la fragilité des démocraties latino-américaines.

Chercheur désormais reconnu et classé parmi les politistes bien que l'histoire nourrisse presque sans exception toutes ses productions scientifiques, A. Rouquié entame alors une seconde carrière en tant que diplomate, sans jamais quitter son aire géographique de prédilection. Ambassadeur au Salvador dans la première moitié des années 1980, alors que le pays est en proie à une guerre civile meurtrière, puis au Mexique et au Brésil, il exerce également les fonctions de directeur des Amériques au Quai d'Orsay et nourrit ainsi ses réflexions scientifiques d'une pratique empirique des relations internationales et des rapports de force entre le Nord et le Sud.

Sur la base de cette double expérience de l'Amérique latine pendant plus d'un demi-siècle, la seconde partie de l'ouvrage (« Bilans ») propose une série de réflexions qui résonnent à bien des égards comme l'*aggiornamento* d'un autre livre d'A. Rouquié également devenu classique, son *Amérique latine. Introduction à l'Extrême-Occident* (Paris, 1987). La précocité des régimes représentatifs au moment des Indépendances et l'obsession politique pour la souveraineté du peuple, y compris au sein de régimes autoritaires issus de coups d'État comme celui du général Pinochet entre 1973 et 1990, font ainsi l'objet de pages denses et offrent implicitement des clés de lecture décisives pour interpréter des expériences politiques contemporaines aussi diverses que le bolsonarisme au Brésil ou le régime de Maduro au Venezuela. Variables sans lesquelles les logiques du politique demeureraient inintelligibles, le clientélisme et les inégalités de classe ou de race sont convoqués comme autant de facteurs explicatifs de ces « démocraties sans citoyens » (p. 175) qu'incarnèrent une majorité de pays latino-américains au long du XX^e siècle et que, pour certains d'entre eux au moins, ils incarnent toujours. La question du développement économique et de modernisations souvent inachevées fait également partie intégrante de la réflexion,

en ce que la permanence de logiques rentières héritées du temps long de l'histoire, la faiblesse institutionnelle des États et l'absence chronique de politiques redistributives durables, dans la région la plus inégalitaire du monde, constituent également des facteurs d'instabilité politique et de marginalité géopolitique.

En outre, deux partis pris méthodologiques, présents tout au long de cet ouvrage comme dans de nombreux autres travaux de l'auteur – ainsi *Le Siècle de Perón. Essai sur les démocraties hégémoniques* (Paris, 2016) –, rendent la lecture de ce livre particulièrement stimulante, au-delà du simple microcosme latino-américaniste. D'une part, indépendamment des vertus heuristiques propres à la comparaison, qui permet à la fois d'éviter certaines œillères interprétatives propres à l'approche monographique et de proposer des montées en généralité, « la raison comparative » – c'est le titre du troisième chapitre – apparaît en dernière analyse comme la seule démarche à même de refonder la pertinence de la notion même d'Amérique latine, à l'heure où des relativismes de toutes sortes ont jeté le soupçon sur les « aires culturelles ». D'autre part, en dépit des clichés exotiques qui continuent de peser sur la région, l'Amérique latine est une partie bien vivante du monde occidental, au point d'en avoir parfois été le laboratoire – qu'il s'agisse de la précocité des régimes représentatifs au début du XIX^e siècle, évoquée plus haut, ou de la première mise en œuvre empirique des théories monétaristes et néolibérales dans les années 1970. Autrement dit, « une preuve par l'Amérique latine permet d'éclairer bien des phénomènes politiques. Et “penser le monde” depuis ce continent est loin d'être une absurde et vaine gageure » (p. 13).

Enfin, si ces quelques lignes ne suffisent pas à rendre compte d'un ouvrage foisonnant, elles permettent au moins de rappeler qu'A. Rouquié fait partie de la poignée d'universitaires et d'intellectuels qui, entre les années 1950 et les années 1980, ont permis de rendre l'Amérique latine fréquentable et légitime pour les sciences humaines et sociales françaises.

Olivier COMPAGNON

Université Sorbonne Nouvelle, IHEA, CREDA UMR 7227

MARCO ALMAGISTI, CARLO BACCETTI,

PAOLO GRAZIANO (ÉD.),

Introduzione alla politologia storica. Questioni teoriche e studi di caso,

Rome, Carocci, 2018, 288 p.,

ISBN 978-88-430-9310-6

Ce livre est le fruit du groupe de travail « Politique et histoire » formé au sein de la Société italienne de science politique. Il regroupe les textes de neuf politistes, deux historiens et un philosophe. Tous partagent la conviction que l'intelligence des processus politiques contemporains

suppose d'intégrer la longue durée : cela fonde ce qu'ils appellent la « politologie historique » (*politologia storica*), inspirée d'un livre selon eux séminal du sociologue M. Paci, *Lezioni di sociologia storica* (Bologne 2013). Cet ouvrage collectif est fait de bric et de broc, ce que les concepteurs du volume reconnaissent presque implicitement, préférant toutefois parler, de manière élégante, d'une « invitation à un voyage » adressée à leurs lecteurs.

Quatre textes affichent une ambition théorique. Les politistes Marco Almagisti et Paolo Graziano dressent pour commencer un rapide état de l'art de la science politique italienne et américaine, la seconde ayant fortement influencé la formation de la première à partir des années 1960. Ils relèvent que l'une et l'autre ont eu tendance à quasiment ignorer l'histoire, malgré les importants travaux de R. Bendix,

B. Moore, G. Roth ou encore T. Skocpol. Au passage, on peut regretter que les auteurs qui connaissent bien la production française n'aient pas jugé bon de prendre en considération les nombreuses recherches produites par les politistes français adeptes de ce qui a pu être appelé un temps «le tournant historique de la science politique française» et qu'a remarquablement présenté Y. Déloye dans son ouvrage, *Sociologie historique du politique* (Paris 1997). Contre cette science politique *mainstream*, ils soulignent l'importance pour la politologie de la sociologie fondée sur la comparaison historique, telle qu'elle s'est déployée dans l'œuvre de M. Weber. Ils rappellent aussi le riche patrimoine intellectuel italien qu'ils font remonter à Machiavel et passer par G. Mosca, V. Pareto ou encore R. Michels. Ce sont ces traditions qu'ils revendiquent en délimitant deux champs prioritaires d'investigation particulièrement topiques pour l'étude du politique en Italie : les cultures politiques et le capital social. À ce propos, ils livrent un état des lieux assez détaillé des définitions de ces notions proposées par la science politique internationale (notamment par G. Almond, S. Verba, R. Putnam) qu'ils revisitent, et présentent les recherches qu'elles ont alimentées en développant les exemples des subcultures territoriales. L'historien P. Pombeni retrace la vie de Weber, souligne la valeur heuristique de l'idéaltype en montrant, avec une grande clarté pédagogique, comment son concepteur l'applique à l'approche des partis politiques, du pouvoir légitime et de la question du consensus dans les démocraties de masse. Le politiste M. Valbruzzi décrypte l'œuvre de S. Rokkan, une bible pour la science politique nourrie d'histoire. On ne peut d'ailleurs que s'étonner que les historiens ne la prennent quasiment jamais en considération alors que ce politiste et sociologue norvégien, intellectuel éclectique, cherchait entre autres à combiner une immense culture historique et la théorie sociologique de T. Parsons pour identifier les grands clivages historiques et socio-politiques à l'origine de la formation des États-nations et du système des partis politiques en Europe. Enfin, le philosophe A. Ferrara s'intéresse aux *Cahiers de prison* d'A. Gramsci pour démontrer comment ce penseur du politique intégrait l'histoire afin d'analyser les mutations et les processus de modernisation de son époque ; il fait également dialoguer Gramsci avec des travaux plus récents, par exemple ceux de S. Huntington ou de L. Boltanski et È. Chiapello.

L'un des grands mérites de la science politique italienne est d'avoir identifié des subcultures politiques territoriales qui s'ancrent dans une histoire de longue durée et se structurent véritablement au moment de la formation de l'Italie unitaire. Après la Seconde Guerre mondiale et jusqu'au début des années 1990, ont en effet existé en Vénétie une culture blanche, marquée par l'emprise de l'Église catholique grâce à laquelle la démocratie chrétienne prospère, et dans l'Italie centrale, où prédomine le métayage, une culture rouge avec la puissance du parti communiste. Ces deux ensembles ont été caractérisés par une stabilité du comportement électoral, une hégémonie culturelle établie par les partis, l'encadrement des populations, le développement d'une sociabilité particulière et la création d'identités collectives. M. Almagisti et P. Graziano restituent de manière synthétique la gestation de ces deux subcultures, notent leurs similitudes et leurs différences, observent leurs continuités et leurs mutations dans la période la plus récente. M. Caciagli résume les résultats de ses enquêtes extrêmement originales menées entre 1984 et 2006 dans l'une des terres les plus rouges de Toscane, le Val d'Arno inférieur, où il a dépouillé toutes les ressources documentaires possibles, collecté les données électorales et des adhérents du parti communiste local et réalisé 250 entretiens : ces derniers lui permettent d'engager une réflexion sur la mémoire collective et son rôle dans la constitution de la culture

communiste. P. Bordandini et R. Cartocci élargissent le propos. Ils reprennent le fameux livre de R. D. Putnam, *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy* (Princeton, 1993), pour circonscrire, au terme d'une étude quantitative, les invariants et les changements de la culture civique des différentes régions italiennes.

Trois autres textes s'inscrivent dans une démarche comparative et sont centrés sur les partis politiques. L'historienne V. Lomellini étudie, à partir d'une vaste moisson d'archives, le positionnement international des directions des partis communistes français et italien de 1968 à la fin des années 1970. Le politiste M. Damiani procède à une classification idéaltypique des différents partis de la gauche radicale depuis 1989 jusqu'à nos jours en France, Espagne et Italie et étudie ces organisations. Enfin G. Bulli analyse les recherches consacrées à l'extrême droite en Allemagne et en Italie depuis 1945 jusqu'à nos jours. Au total, ce livre présente un aspect quelque peu patchwork, en dépit de son sous-titre « Questions théoriques et cas d'études » qui s'efforce de lui donner une certaine cohérence. Tous les auteurs ne partagent pas la même acception de la culture politique et du capital social, certains d'entre eux ne se référant même pas à ces notions dans leurs contributions. Ils mobilisent des méthodologies différentes, ne recourent pas aux mêmes jeux d'échelle et s'intéressent à des objets d'étude fort éloignés. Le livre ne constitue donc pas un manifeste homogène pour la recherche. Il se présente plus simplement comme « une introduction » et, en ce sens, son immense mérite tient à ce qu'il affiche l'ambition de fonder une politologie historique italienne qui s'inscrit délibérément à contre-courant d'une science politique restée fidèle au propos de R. Dahl en 1971 selon lequel le *political scientist* devant analyser ce qui est ne pouvait pas faire un usage systématique de ce qui a été. On ne peut donc que saluer cet effort.

Marc LAZAR
Centre d'Histoire de Sciences Po